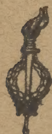
POURQUOI JE ME SUIS RALLIÉ A LA FORMULE DE LA RÉVOLUTION SOCIALE

RENÉ MARCHAND
ANCIEN CORRESPONDANT DU „FIGARO" ET DU „PETIT PARISIEN"



ÉDITION DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE
BUREAU DE PÉTROGRAD :: :: :: :: :: :: :: :: № 7. — 15-VI-19

A Jacques SADOUL,

en témoignage de ma plus haute estime pour son œuvre de courageuse loyauté.

Les pages qu'on va lire ont été écrites par un homme qui, hier encore, était notre adversaire. Par ses origines, par ses attaches, par son passé de journaliste français «conservateur», René Marchand devait être pour nous un ennemi. Il le fut — jusqu'au jour où, connaissant à fond les dessous de la politique de l'Entente en Russie, voyant avec quelles armes déloyales on nous combattait, voyant naître, vivre et croître l'œuvre des Soviets, il comprit ce que nous voulons. **L'Internationale Communiste** *publie aujourd'hui son témoignage d'homme de bonne foi et de bonne volonté conduit, par l'évidence, du patriotisme bourgeois au Communisme.*

LES ÉDITEURS.

Quand éclata la révolution russe de février 1917, je me trouvais à Pétrograd en congé de convalescence. Mon dernier séjour au front, comme d'ailleurs toutes mes observations et impressions des derniers mois de l'année 1916, ne me laissaient pas la moindre illusion quant au degré de fragilité extrême auquel était arrivé le pouvoir impérial, dont l'autorité était allée en somme en décroissant lentement et progressivement depuis la disparition de Stolypine et qui, depuis la guerre, avait sombré très rapidement dans l'impuissance anarchique d'une bureaucratie incapable de fournir l'*honnêteté* et l'*énergie* dans le travail, réclamées par les circonstances. Cependant la révolution fut pour moi, je dois l'avouer, un événement inattendu. Tout à la guerre, préoccupé exclusivement du moyen d'obtenir le maximum de tension des forces alliées dans la lutte contre l'Allemagne, que je savais *encore puissante*, j'avais pris volontiers mes désirs pour des réalités et, ne voulant envisager la politique intérieure de la Russie que du point de vue de la guerre, j'avais fini par me persuader — comme je le souhaitais — que «l'édifice en arriverait tant bien que mal à se maintenir jusqu'au bout, c'est-à-dire jusqu'à la victoire». J'étais profondément convaincu en effet que toute atteinte, si légère fût-elle, apportée à sa structure était chose impossible (ou pour le moins constituait une opération des plus risquées et des plus dangereuses et à laquelle la France n'avait absolument rien à gagner), vu précisément l'extrême fragilité de l'ensemble. C'est pourquoi,

énergiquement et franchement hostile à toutes les combinaisons — chères à certaines ambassades alliées — qui avaient pour but de «renouveler» le Gouvernement, voire même le régime, ou de «changer» le monarque, je n'envisageais au contraire qu'une seule ligne de conduite : la consolidation tant bien que mal et par tous les moyens de ce qui existait.

Aussi, lorsqu'éclata la révolution, mon premier mouvement fut celui de la stupeur, de l'abattement et du découragement le plus complet. Pas une seconde je ne m'associai à la satisfaction qui se manifesta alors dans la presque unanimité des milieux bourgeois russes et chez la plupart des membres du corps diplomatique allié. Une seule chose pour moi était claire : la Russie était désormais sortie de la guerre ; c'était la chute du front oriental et peut-être de ce chef le triomphe de l'impérialisme allemand ; c'était, en tout cas, pour la France déjà si lourdement éprouvée, un prodigieux surcroît d'effort auquel il était impossible de songer sans frémir. Cette vérité, que je sentais instinctivement, avait été comprise du reste dès la première minute avec une extrême précision et une réelle sûreté de jugement par notre ambassadeur d'alors, M. Paléologue, qui, refusant de se laisser aller à des espoirs chimériques (et dangereux pour la France) considérait sa mission en Russie comme pratiquement terminée.

L'opinion publique bourgeoise russe et la majorité des représentants diplomatiques alliés commirent dès le premier jour la grave erreur de *ne pas voir* la révolution ou, plus exactement, de ne la voir que sous les couleurs qui leur étaient seyantes et dans les limites du cadre qu'ils lui avaient tracé à l'avance.

Ils la bornèrent, en d'autres termes, au «remaniement ministériel», au «changement de sou-

verain», tout au plus (et seulement pour la forme, sans admettre qu'il pût être touché au fond) à un changement de régime ; s'adaptant du jour au lendemain, — la presse, dans sa remarquable évolution en est un témoignage frappant — à ce changement, qu'ils considéraient comme purement formel, ils s'apprêtèrent purement et simplement à reprendre leur travail, quelques heures interrompu. Ils ne virent pas et, plus tard, ils s'obstinèrent à ne pas voir que les évènements qui venaient, non pas de «se dérouler», mais seulement de *commencer* n'étaient pas du tout le «remaniement du cabinet» auquel ils avaient songé avec amour pendant de longs mois, mais bien le premier cri de révolte de tout un peuple qui émergeait, pour ainsi dire soudainement à la surface et dont le premier acte d'autorité était de déclarer à la face du monde qu'il ne voulait plus continuer la guerre. Victimes d'un incroyable mirage, politiciens, journalistes, diplomates, — et derrière eux le grand public, — s'en allaient répétant que maintenant «tout allait bien marcher» et que, sous la direction d'un ministère cadet, c'est-à-dire de l'élite de la bourgeoisie intellectuelle, la Russie ne ferait plus que voler désormais de victoire en victoire. Et effectivement, le chef du parti cadet, Milioukoff, à peine installé au ministère des Affaires Etrangères, s'empressait de confirmer solennellement les prétentions russes sur Constantinople et les détroits, soit, en d'autres termes, d'affirmer sur un de ses points essentiels, le programme de l'impérialisme russe, c'est-à-dire le programme d'une Russie au pouvoir bourgeois fortement assis sur une formidable armée. Etait-il possible en vérité de faire preuve d'une plus absolue incompréhension de la réalité ?

J'avais, pendant les quelques années de mon séjour en Russie antérieures à la guerre, eu l'occasion de voir suffisamment (dans l'opposition) le

parti cadet à l'œuvre, pour ne pas m'abandonner un moment aux espérances — absolument hors de proportion avec ses moyens — qui étaient fondées sur lui au lendemain de la Révolution.

Le parti cadet avait été en somme un parti de professeurs, dépourvu de tout contact avec le peuple, toujours très étroit, qui, sous le régime impérial avait constamment visé au pouvoir — et en avait même été proche — faisant une opposition systématique — dans le plus mauvais sens parlementaire occidental de ce mot — à tous les actes du Gouvernement — les bons comme les mauvais, — contribuant ainsi à ébranler des ministres plus honnêtes ou plus capables et à les faire remplacer — au détriment de l'Etat — par des successeurs moins honnêtes ou moins capables et, en revanche, donnant sans hésitation tout son concours, tout son appui sans réserves au Ministre des Affaires Etrangères Sazonoff, pour le pousser dans une politique de «dignité nationale» et de «fermeté» qui, sans l'appui moral considérable de «l'opposition libérale» — ne l'oublions pas — aurait peut-être bien épouvanté ce dernier, homme d'un caractère très doux, très religieux et de son naturel essentiellement pacifique.

Enfin, en dépit de sympathies très chaudes et profondément sincères de plusieurs de ses membres pour la France et la culture française, le parti cadet n'avait jamais été un parti francophile. De mentalité, de tournure d'esprit germanique autant que ses amis finlandais, les Svinhufvud et C-ie, dont les évènements ont maintenant mis définitivement en lumière les véritables sentiments de «francophilie» comme d'«humanitarisme», il s'était trouvé amené, depuis la guerre, à se jeter corps et âme dans une admiration, en quelque sorte exclusive, pour la monarchie anglaise, le parlementarisme, la constitution, les traditions de la Grande-Bretagne; dans cette ad-

miration souvent intentionnellement accentuée, j'avais même pu noter très nettement une antipathie, voire un dédain, un mépris de la France, une incompréhension totale et voulue de son prodigieux effort de guerre, une injustice flagrante à l'égard de son armée, c'est-à-dire de son peuple. Je ne veux pas, dans ces notes, citer de noms. Je me borne à indiquer qu'ayant été à même de vivre vraiment la vie russe et d'y pénétrer intimement, il m'a été donné, à maintes reprises, de surprendre des appréciations édifiantes dans cet ordre d'idées et qui n'avaient, certes, rien de plus juste à notre égard que le fameux cri d'indignation du Président de la Douma, Rodzianko : «que faites-vous donc sur votre front? Pendant qu'on se bat, vous reprenez un mètre de la sucrerie de Souchez» !

L'arrivée du parti cadet au pouvoir, dans un moment de crise aussi aiguë ne pouvait donc m'inspirer la moindre confiance. J'avais la certitude qu'il ne pourrait pas sortir du cadre étroit des combinaisons de Douma, dans lequel il avait évolué, ce même cadre dans lequel était mort progressivement, pour ainsi dire, d'inanition le gouvernement impérial. J'avais la certitude d'autre part que les masses populaires étaient déjà trop profondément soulevées pour qu'il fût possible au parti cadet, avec les seuls moyens dont il disposait, c'est-à-dire un changement dans les personnes et dans les procédés *extérieurs* de l'administration, de ressusciter cet ancien gouvernement impérial.

Tel est, brièvement esquissé, l'état d'esprit exact dans lequel je me trouvais lorsque les circonstances me mirent en contact avec un homme qui, par sa vaste intelligence et surtout par son grand cœur devait exercer alors sur ma mentalité et sur l'orientation de ma pensée une influence décisive ; je veux parler d'Albert Thomas, venu à

cette époque, en mission spéciale en Russie. Son enthousiasme ardent, son amour réel du peuple russe — trait, par malheur, infiniment rare chez les représentants officiels alliés — son admiration sincère pour la révolution russe et le système des *soviets* m'ouvrirent des horizons nouveaux et, très rapidement, me rendirent la foi dans les destinées de la Russie. Jusque-là, confiné au milieu dans lequel j'avais vécu, sinon matériellement, du moins intellectuellement, avant la Révolution, n'ayant vu par conséquent et n'ayant pu voir depuis celle-ci que des éléments décomposés ou en voie de décomposition, je me trouvai transporté subitement aux sources vives de cette révolution ; au contact, à l'étude des *soviets* des députés ouvriers, soldats et paysans, ainsi que des partis socialistes — qui m'avaient été en somme jusque-là inconnus — j'eus de nouveau et très nettement, la sensation de la *force russe*, d'une force sans doute très différente de celle que j'avais éprouvée auparavant, mais que je sentis immédiatement beaucoup plus profonde, beaucoup plus *réelle*, parce que venant cette fois directement, immédiatement du peuple, sans falsification de statistiques ni de chancelleries. Et très rapidement, oubliant complètement, au contact de cette force, mes premières impressions, j'en revins à me persuader, toujours préoccupé par-dessus tout de la question de la guerre, que le peuple russe allait rentrer dans la lutte, avec effectivement beaucoup plus d'énergie que sous l'ancien régime, ou bien, en d'autres termes, que cette *force révolutionnaire allait être une force de guerre impérialiste !*

Mais, alors, la contradiction effrayante qui résidait dans cette association d'idées n'effleura même pas mon esprit. De plus en plus attiré, dans la suite, vers l'âme populaire que je sentais chaque jour davantage battre sous les évènements quotidiens que je vivais, de plus en plus

captivé par les discours d'orateurs tels que Kérensky et Tsérételli, je n'attachai pas un seul moment la moindre importance à la propagande bolchéviste, qui commençait à se manifester vigoureusement et qui pourtant, si je m'étais rappelé ma première impression,—celle de la révolte du peuple russe contre la guerre—aurait dû me donner à réfléchir et me préserver d'une grave erreur. L'insurrection tentée en juillet par les marins de Cronstadt à Pétrograd, la campagne de la «Pravda», où Lénine se révélait déjà avec un relief saisissant, la débâcle de Tarnopol et le commencement de la dislocation du front,—tout cela fut relégué par moi, par suite d'une incroyable aberration, dans le domaine des faits-divers d'importance secondaire, des agissements d'«agents allemands» en Russie, susceptibles de préoccuper la police et le contre-espionnage, mais incontestablement dénués de toute portée politique, au sens large et véritable de ce mot!

Cependant, l'opinion publique bourgeoise russe et, de nouveau en touchant accord avec elle, la majorité des représentants du corps diplomatique allié, peu à peu désenchantés de la révolution russe, qui avait déjà cessé d'être *la leur*, commençaient à songer, ouvertement ou de façon voilée, à la *dictature militaire* et à se retourner vers les généraux.

C'était le moment où des campagnes de presse réclamaient un gouvernement «plus énergique», mettant en avant, entre autres, pour la présidence du Conseil, le nom de l'Amiral Koltchak. Cette tendance était particulièrement remarquable à l'Ambassade d'Angleterre où, le premier moment d'étonnement passé, on en était aussitôt revenu, pour la révolution russe, à la formule que l'on avait étudiée et rédigée d'avance à son intention et qui ne lui permettait pas de dépasser le cadre d'un changement de ministère portant au pouvoir

le parti cadet. Comme on commençait vraisemblablement à craindre que ce parti ne fût pas en état de ressaisir lui-même les rênes du pouvoir, on ne voyait qu'un moyen de les lui remettre en mains et ce moyen, c'était une dictature militaire. Les journées de l'Assemblée de Moscou (août 1917), convoquée par Kérensky qui pensait, de la sorte, affermir définitivement la situation du gouvernement provisoire jusqu'à la réunion de la Constituante, ont laissé, à ce propos, dans mon esprit un souvenir ineffaçable. J'assistais aux séances—qui avaient lieu dans la salle du Grand Théâtre—dans la loge réservée au corps diplomatique et je n'oublierai jamais le moment si pathétique et angoissant où l'apparition à la tribune du général Korniloff, alors généralissime, fut saluée par une ovation formidable d'une partie de l'Assemblée. J'avais eu juste le temps de mesurer des yeux que cette manifestation, sur le caractère de laquelle il n'y avait pas à se méprendre, englobait à peu près exactement la moitié de l'Assemblée et que notamment tous les députés soldats et matelots demeuraient assis dans un silence impressionnant, quand j'entendis derrière moi l'exclamation du général anglais, représentant officiel de l'Ambassade britannique: «*il est dictateur*»! Ces paroles jetées avec une insouciance et une légèreté qui me frappèrent douloureusement, venaient à peine d'être prononcées sur un ton de triomphe qui, dans l'atmosphère de la salle, sonnait comme un défi, qu'un officier roumain les soulignait, pour ainsi dire, de cette froide et coupante observation: «et ces soldats qui ne se lèvent même pas devant leur général, ils sont à fusiller». Comme si «ces soldats» avaient été là en qualité de *soldats* et non de *délégués mandatés* par les soviets de l'Armée et comme si «leur général» se présentait en ce moment à eux comme leur chef et non comme l'homme qu'une moitié

de l'Assemblée venait précisément de dresser en face d'eux en ennemi irréductible!

D'ailleurs la contre-épreuve ne se faisait pas attendre et, au coup de sonnette de Kérensky, qui se levait pour demander le silence et donner la parole à Korniloff en remettant celui-ci à sa place de «premier soldat» du gouvernement provisoire, une nouvelle ovation, non moins formidable que la première se produisait à l'adresse du chef du gouvernement provisoire et en même temps des officiers sortis du rang, que les députés soldats, matelots et ouvriers saluaient frénétiquement, les opposant ainsi, à leur tour, aux «généraux», «instruments politiques» aveugles et non chefs d'armées. Pour la première fois, je venais d'avoir sous les yeux l'image redoutable de la Russie divisée en deux camps ennemis et prêts à en venir aux mains dans une mêlée sanglante, pour le plus grand profit de l'impérialisme allemand; pour la première fois je venais instinctivement de comprendre, plus exactement de sentir, que la rupture fatale, que la déclaration de guerre était venue de la bourgeoisie, de cette même bourgeoisie qui avait donné la mesure de son impuissance (et qui, rageusement, s'obstinait dans une lutte stérile et funeste pour le pays) et que les représentants militaires officiels alliés y *avaient applaudi*.

Mon émotion fut ressentie et partagée par notre consul général à Moscou, Gabriel Bertrand, arrivé depuis peu en Russie, mais dont le cœur, essentiellement humain, devait s'ouvrir dès le premier jour, dans un élan purement désintéressé, affranchi de toute préoccupation, intrigue et préjugés diplomatiques d'un autre âge, aux aspirations profondes de ce peuple enfant qui prenait contact avec la vie politique dans une spontanéité à la fois confiante et naïve. La mort prématurée de Gabriel Bertrand a été certainement une perte que

je n'hésite pas à qualifier d'irréparable—car lui présent à son poste, les évènements déplorables qui devaient se produire dans le courant de 1918 auraient été — c'est aujourd' hui quand j'y réfléchis ma conviction absolue—*conjurés* ou tout au moins *redressés* en temps encore utile.

Les quelques heures, hélas bien courtes, que je pus alors passer avec cet homme de bien entre les séances de l'Assemblée de Moscou sont de celles qui resteront toujours gravées dans ma mémoire. Avec quelle belle clarté française, avec quelle robuste loyauté, il voyait la situation! Tout à la guerre, plus que personne *réellement* préoccupé de la France et saignant de ses blessures, voulant l'écrasement de l'impérialisme allemand, il n'en aimait que davantage le peuple russe, dont il comprenait et appréciait à leur juste valeur les privations, les lourds sacrifices, les héroïques efforts supportés et fournis à nos côtés et dont en même temps il pénétrait et aimait le naturel pacifique, la solidarité innée envers le prochain, le «*tolstoïsme*» en un mot, bref tout ce où les diplomates de la carrière, habitués à n'envisager la Russie que «comme une entité capable de mettre en ligne un nombre déterminé de millions de baïonnettes» — suivant une expression de M. Delcassé, n'apercevaient que «lâcheté», «veulerie», «manque de caractère».

J'entends encore Gabriel Bertrand me disant: «ce n'est pas avec ces industriels qui, dequis 1914, n'ont fait que gagner des millions et qu'aucune autre question n'intéresse, ce n'est pas avec ceux-là qui, pour sauver leurs intérêts personnels, ne reculent pas devant l'idée criminelle de précipiter leur malheureux pays dans une odieuse guerre civile—que nous pouvons espérer faire quelque chose. Je les ai déjà vus assez pour les juger. Ce n'est qu'avec le peuple, avec ces nouveaux éléments démocratiques qui viennent de monter à la surface et qui sont, eux, nos amis, nos alliés,

indiqués, que nous pouvons maintenir le front oriental et repousser l'invasion allemande de la Russie». Et avec quelle joie ardente Gabriel Bertrand assista-t-il, dans cette même loge du corps diplomatique, alors à peu près vide (car depuis l'intervention du «candidat à la dictature», l'Assemblée «n'offrait plus d'intérêt»), au vote qui autorisait moralement le Gouvernement provisoire à constater, sans attendre la Constituante, la forme *républicaine* du nouveau régime russe, vote sur lequel se produisait la réconciliation apparente des deux moitiés de l'Assemblée et s'évanouissait— du moins j'en étais alors convaincu—l'horrible spectre de la guerre civile, si nettement entrevu!

Cependant les «diplomates» ne se tenaient pas pour battus et accueillaient avec empressement les «informations sûres», qui commençaient à leur arriver de «tous côtés», que le coup de théâtre escompté à Moscou n'était que partie remise et que très prochainement des évènements décisifs allaient se produire. De mon côté—et cela fut mon erreur—je ne vis plus que le salut en Kérensky et, allant même jusqu'à oublier les *soviets* et à plus forte raison l'évolution vers le bolchévisme qui se produisait en eux, je m'attachai de toutes les forces de ma pensée et de mon espérance au chef du gouvernement provisoire, que je considérai dès lors comme *seul* capable de tenir tête aux ambitions dictatoriales et par conséquent de sauver la Russie de la guerre civile, c'est-à-dire de souffrances tragiques et aussi de l'effondrement militaire qui devait la mettre à la merci de l'impérialisme allemand.

Et c'est dans cet état d'esprit et dans cette atmosphère d'angoisse constante que je vécus les dernières semaines du Gouvernement provisoire, l'affaire Korniloff, la perte de Riga due (ainsi que cela a été constaté du reste dans une série d'articles parus dans un journal édité alors en langue

française à Pétrograd «L'Entente» et qui sont parmi les plus saisissants et les plus poignants qu'ait écrits Ludovic Naudeau) bien plus à des intrigues et à des trahisons dans le commandement qu'à une «défection honteuse» des soldats, car—et je considère comme un devoir de le redire ici—beaucoup d'unités, notamment les unités lettones, celles qui devaient dans la suite précisément passer les premières au bolchévisme, se battirent avec un courage digne des plus grands éloges. Puis ce fut le Préparlement, que le Gouvernement provisoire, sentant de plus en plus son autorité chanceler, convoqua encore, après l'Assemblée de Moscou, pour tenter de se soutenir jusqu'à la Constituante. Tout observateur objectif aurait vu évidemment que c'était l'agonie du Gouvernement provisoire, son impuissance à conduire le pays jusqu'à la Constituante et compris que le terrain était préparé par le développement même des évènements pour un coup d'Etat bolchéviste. Mais, une fois de plus, entraîné par mes espérances et voulant faire de celles-ci des réalités, je me persuadai de la solidité de Kérensky, plus je sentais le danger, la menace de tentatives militaires qui ne pouvaient que jeter le pays dans les plus redoutables aventures et ne voyant, d'autre part, n'apercevant même aucunement le courant bolchéviste, dont j'avais eu le tort de ne pas suivre du tout les origines ni le développement, le considérant—ce qui simplifiait singulièrement la question—comme quelque chose de factice, d'artificiel, monté ou en tout cas soutenu et grossi par la propagande allemande! Légende grossière dont l'avenir devait me démontrer la parfaite absurdité et l'absolue mauvaise foi.

D'ailleurs autour de moi on ne prenait pas au sérieux en général la force bolchéviste; on ne se rendait pas compte que les bolchéviks commençaient a avoir derrière eux les masses populaires parce

que leur programme traduisait sur les problèmes les plus brûlants, la question de la paix et la question de la terre notamment, en formules d'une précision vigoureuse les aspirations populaires les plus profondes. Je me rappelle par exemple comment Georges Weill, le soir de son départ, c'est-à-dire quelques heures en somme avant le coup d'Etat, me répétait avec la plus entière conviction: «les bolchéviks, mais ils ne feront jamais rien. Je viens de les voir; j'ai pu examiner à loisir Trotzky pendant que je faisais mon exposé sur la question d'Alsace-Lorraine à Smolny, devant le soviet. Il n'y a qu'à regarder ces gens-là pour se convaincre qu'ils n'ont rien dans le ventre et qu'ils n'oseront plus jamais bouger».

D'autre part la veille du coup d'Etat, le ministre Téreschtchenko faisait dire que le gouvernement, cette fois, était absolument tranquille, qu'il avait dévoilé et paralysé tout le complot, qu'il en tenait tous les fils et qu'aucune surprise n'était plus possible, comme cela avait été le cas en juillet.

Et pendant que nous nous acheminions ainsi, dans le plus complet aveuglement, à la révolution d'Octobre, les milieux diplomatiques, de plus en plus ancrés dans leurs projets de dictature militaire, restreignaient continuellement vers la droite le cercle de leurs relations et aussi de leurs investigations; des socialistes soviétistes comme Tsérételli, ils étaient passés d'abord aux socialistes de l'aile droite, puis de ces socialistes de droite eux-mêmes, à un nouveau bloc, baptisé par eux de radical-socialiste et dont Savinkoff était la gauche (socialiste). «Les soviets, c'est l'anarchie», «ce qu'il faut c'est trouver l'homme du moment»; «nous avons fait fausse route en prenant tant de ménagements à l'égard de cette révolution qui nous devient de plus en plus hostile»; «ce qu'il faut maintenant c'est rompre avec la politique erronée d'Albert Thomas et appuyer carrément ceux qui

sont nos amis»;—telles étaient les formules que l'on pouvait entendre quotidiennement. Elles cadraient du reste avec l'axiome posé par Maklakoff: ce sont d'autres hommes qui, sous un autre drapeau, feront triompher les vraies idées de la Révolution. Cet axiome avait fait très rapidement fortune dans les ambassades et y était interprété unanimement comme une rupture complète et définitive avec le socialisme.

C'est dans ces conditions que me surprit la révolution d'Octobre. *Surprit* est bien le mot qui convient, car, de même qu'en février, je n'avais pas su ou voulu voir venir les événements qui continuaient à se dérouler en somme avec une remarquable logique. Mais, cette fois, je devais m'obstiner dans mon erreur. Loin de comprendre ou même de deviner que cette révolution, non seulement n'était pas un *accident*, mais apparaissait comme le véritable soulèvement des -sɐɯ sǝs populaires russes qui, sous le drapeau du prolétariat et de l'Internationale, portaient le premier coup décisif au vieux monde, jusqu'alors inattaqué,—je ne vis, sous l'empire de mes impressions intérieures, absolument que deux choses:

a) *d'abord la question de la guerre.* Certain, absolument convaincu que les bolchéviks, c'est-à-dire pour moi à cette époque, Lénine, Trotzky et quelques «comparses», étaient des agents payés par les Allemands, je ne mis pas en doute une seconde que le coup d'Etat d'Octobre fût un coup allemand, monté dans le but de détruire définitivement le front oriental et de briser sans espoir de retour la force combative de l'armée russe; en d'autres termes, je fus persuadé que les journées d'octobre n'étaient pas une *révolution*, mais un *complot*, plus important que les précédents (tentative de juillet, débâǝlɔ de Tarnopol);

b) *en second lieu, la question de la révolution.* Cette révolution qui m'était devenue chère et à laquelle, d'autre part, je sentais liée désormais la force, la vitalité de la Russie, je la voyais en péril. Alarmé pour les sympathies ouvertement déclarées pour la dictature militaire—qui était pour moi synonyme de catastrophe—que j'avais eu l'occasion de noter dans les milieux diplomatiques, je considérai que l'affaire d'octobre venait encore renforcer le parti dictatorial. Au lieu de comprendre que le point d'appui, le centre de gravité de la Révolution, c'était les *soviets* (et j'aurais été amené nécessairement à constater que non seulement ceux-ci n'étaient pas affaiblis par les derniers évènements, mais qu'au contraire ils venaient de prendre le pouvoir sous leur véritable drapeau qui était justement le *bolchévisme*),—je ne l'aperçus *exclusivement* qu'en Kérensky et, derrière lui, en l'Assemblée Constituante.

Aussi, ma déception et mon angoisse furent-elles extrêmes. Toutefois, pendant les premiers jours (et même les premières semaines) je demeurai fermement persuadé que la révolution—qui restait dans mon esprit *l'emeute*—d'Octobre était purement temporaire et que Kérensky allait reprendre le pouvoir. Pourvu seulement qu'il arrivât à *temps*, c'est-à-dire avant que les Allemands eussent pu tirer trop grand profit militairement de la situation et que, d'autre part, il réussît à briser les ambitions antipatriotiques des généraux auxquels il allait être obligé nécessairement de faire appel,—telle fut alors mon unique préoccupation et—je puis bien le dire—mon unique pensée, au milieu des bruits aussi innombrables qu'invraisemblables dont l'atmosphère de Pétrograd était alors saturée!

Quant au bolchévisme, c'était pour moi, je le répète, quelque chose d'inexistant, dont le véritable caractère continuait à m'échapper totale-

ment. Pas un moment, je ne pris au sérieux les premiers décrets du Gouvernement des «Commissaires du Peuple», affichés sur les murs de Pétrograd. D'ailleurs l'impression *extérieure* d'ensemble qui se dégageait des évènements et la physionomie de la capitale étaient étranges et assez indéfinissables. Les bolchéviks avaient renversé le Gouvernement provisoire avec la plus extrême facilité, sans résistance effective, avec la «neutralité», c'est-à-dire dans l'indifférence de la majeure partie des troupes de la garnison. Le Gouvernement provisoire s'était évanoui comme une apparition, sans laisser de traces. D'autre part, il ne semblait pas que ceux dont la victoire venait d'être si facile et si complète, eussent derrière eux une force réelle. Dans les rues, on parlait ouvertement de l'approche des troupes gouvernementales, ralliées par Kérensky, qui s'avançaient pour réduire la poignée d'«émeutiers» et «énergumènes» qui siégeaient à Smolny. Dans les ambassades, on était «de source absolument sûre» informé que les bolchéviks pouvaient tenir au maximum de 8 à 10 jours. Enfin, c'était la «grève» des employés de toutes les administrations et services d'Etat, le fameux «*sabotage*» qui, à *lui seul*, en mettant les choses au pire, devait venir à bout des bolchéviks en l'espace de deux semaines tout au plus. Cependant les jours passaient et les bruits relatifs à l'approche des troupes gouvernementales au lieu de se préciser, se faisaient de plus en plus confus; le sabotage continuait bien, mais, s'il faisait du mal à tous les citoyens, il ne paraissait pas, en revanche, frapper à mort les usurpateurs du pouvoir, du moins dans le délai escompté. Aussi ce délai fut-il successivement prorogé à différentes reprises, tandis que, sans admettre que le bolchévisme pût durer contre leurs prévisions, les ambassades, pour des raisons de convenance

personnelle, se décidaient à avoir des «rapports d'affaires» avec Smolny. Il était en effet malaisé de demeurer plus longtemps sans provision d'essence pour ses automobiles, sans visas de passeports pour ses nationaux, sans facilités de déplacement pour ses agents.

Mais il restait entendu que *politiquement* et *diplomatiquement*, le bolchévisme *n'existait pas*, et que la Russie était temporairement privée de Gouvernement. Pour les diplomates alliés, ce «gouvernement» ne pouvait plus être reformé que par l'épée d'un général; serait-ce Alexéieff, Korniloff, Kalédine et qui serait le second, de Rodzianko, de Milioukoff, de Savinkoff? A cette seule question de *personnes* se réduisait en somme tout le problème, qui, du reste, était extrêmement simple: il ne s'agissait en effet que de rétablir au sein de l'armée et du pays la «*discipline* et *l'ordre*» que Kérensky n'avait pas su maintenir au degré nécessaire à «tout état digne de ce nom».

Pas la moindre illusion au bolchévisme; pas la moindre compréhension de la formidable révolution prolétarienne qui venait de se déclancher; «la *discipline et l'ordre*», c'était là tout ce qu'éveillait en l'esprit des diplomates l'image saisissante de la Russie, secouée par une des crises les plus gigantesques qu'ait connues l'histoire. J'entends encore M. Noulens qui, des fenêtres de l'Ambassade, sur le quai français, me montrait les premiers destroyers de la flotte rouge qui remontaient la Néva: «voilà où on en arrive quand les hommes qui ont la responsabilité du gouvernement ne savent pas imposer au peuple le respect de l'autorité. J'ai pourtant assez prévenu Téreschtchenko et au parlement, durant toute ma vie politique, je n'ai jamais cessé de mettre mes collègues en garde contre les dangers de la démagogie. Voyez jusqu'où est tombé ce malheureux

days pour avoir oublié le sentiment de la piscipline».

Vers la fin de décembre, je quittai Pétrograd pour Moscou et le sud de la Russie, où je devais aller voir Kalédine sur lequel les milieux diplomatiques fondaient alors les plus grands espoirs. Je n'avais eu en somme aucun contact avec les bolchéviks, si ce n'est une visite à Smolny pour l'obtention des papiers nécessaires à mon voyage.

Le certificat dont j'étais porteur était une lettre de notre ambassadeur me recommandant «aux autorités civiles et militaires de Russie». A la chancellerie du Soviet, il y eut, je me le rappelle très exactement, une discussion à propos de mon cas. On exigeait d'abord une précision de la formule employée, c'est-à-dire qu'il fût clairement indiqué, d'une façon ou d'une autre, que le document de l'Ambassade de France était bien adressé ua comité militaire révolutionnaire du soviet de Pétrograd et ensuite que ma loyauté vis-à-vis du Gouvernement ouvrier et paysan de Russie fût garantie. Néanmoins, comme j'insistais, sachant que M. Noulens n'accepterait ni l'une ni l'autre de ces rectifications, on consentit à aller soumettre l'affaire à Trotzky, qui inscrivit aussitôt en marge de mon papier une résolution aux termes de laquelle il devait m'être délivré immédiatement toutes les autorisations nécessaires.

C'est au cours de cette visite à Smolny que je rencontrai Volodarsky, un des leaders les plus en vue du bolchévisme parmi les jeunes, qui devait rapidement être appelé au poste important de Commissaire de la propagande, où il fit preuve ultérieurement jusqu'au jour de son assassinat d'une extrême énergie. Toutes les questions que je lui adressai convergeaient en somme vers le seul point qui me tenait à cœur: les rapports avec l'Allemagne. Avec une grande précision et sans la moindre hésitation, Volodarsky me soutint,

dans toute sa vigueur, la thèse de la révolution prolétarienne internationale, opposée à l'impérialisme mondial, réfutant avec logique les accusations de germanophilie portées contre les bolchéviks, déclarant que jamais ceux-ci ne signeraient une paix sans condition, ne livreraient le peuple russe pieds et poings liés à l'impérialisme allemand. Sur la situation intérieure, il se montra d'un optimisme qui me parut alors un bluff poussé jusqu'aux dernières limites de l'inconscience, déclarant qu'il était convaincu que les bolchéviks viendraient à bout du sabotage et de la grève des fonctionnaires et employés des administrations publiques et arriveraient très prochainement à prendre effectivement en mains tous les rouages de l'appareil étatique. Ces déclarations très nettes, incontestablement très franches, que je ne consignai alors qu'à titre purement documentaire, ne firent malheureusement sur moi pas la moindre impression, non plus que celles du camarade Solz, un des rédacteurs du journal «le *Social-démocrate*» de Moscou, dans les colonnes duquel avaient paru une série d'articles violents contre les agissements «contre-révolutionnaires» de la mission militaire française de Russie et contre les traitements indignes infligés aux soldats russes, qui se trouvaient en France. Cette dernière accusation me paraissait alors tellement monstrueuse que, pas une seconde, je n'avais pu à cette époque la prendre en considération et qu'elle m'était apparue comme une preuve flagrante de la main-mise des agents allemands sur le «Social-démocrate». Aussi, une de mes premières visites à Moscou avait-elle été à la rédaction de cet organe, dans le but de provoquer une explication, une polémique qui aurait eu tout au moins pour résultat de démasquer ce qui, dans mon esprit, dans ma conviction d'alors, était la mauvaise foi d'adversaires sans scrupules. Solz protesta avec la plus grande énergie de son

amour pour le peuple de France, déclarant que pas une minute les attaques violentes parues dans le «Social-démocrate» n'avaient été dirigées contre ce dernier et ne pouvaient l'atteindre. Il ajouta que, malgré l'attitude injuste et incorrecte des représentants actuels de la France à l'égard du Gouvernement ouvrier et paysan de Russie, le prolétariat russe n'oubliait pas et ne pouvait pas oublier que c'était le prolétariat français qui avait, à plusieurs reprises déjà, levé le premier le drapeau rouge de la révolution mondiale et s'était exposé courageusement aux coups pour la cause sacrée des opprimés. Sur la question des pourparlers de paix avec l'Allemagne, il fut encore plus vif que Volodarsky, affirmant que la révolution prolétarienne russe demandait la paix, non pas par faiblesse, mais pleinement consciente de sa force et que jamais elle ne vendrait le peuple russe aux «bandits de l'impérialisme allemand». Et il ajouta: «même de votre point de vue impérialiste, vous devriez convenir, si vous étiez vraiment impartial, que par notre exemple, par notre voisinage et notre action de tous les instants, nous avons déjà fait pour l'affaiblissement de la force militaire allemande et par conséquent pour le triomphe militaire de vos armes—auquel, il va de soi, nous ne travaillons pas—beaucoup plus que tous les Roussky, Broussiloff et autres généraux tueurs d'hommes, dont votre presse célèbre les éclatants services. Vous vous plaignez que l'Allemagne a reçu la possibilité de jeter sur votre front toutes ses unités. Mais vous oubliez que les unités qu'elle prend sur notre front sont déjà fortement ébranlées par notre propagande et que leur moral est très loin d'être le même qu'il y a seulement deux ou trois mois; vous oubliez que ces unités ne sont désormais plus pour vous le mur impénétrable qu'elles constituaient jusqu'à ce jour». Cette assertion me parut

alors de la déclamation creuse et je me rappelle comment Charles Dumas auquel je rapportai ma conversation avec Solz, conclut «c'est de la folie furieuse».

D'ailleurs je ne poussai pas plus loin alors mes investigations du côté bolchéviste, tant était forte ma conviction que, à part quelques «fanatiques», quelques «illuminés» les bolchéviks—au moins les plus en vue—étaient des agents allemands, des «traîtres», les «artisans de la défection russe», comme les flétrissait alors quotidiennement la presse française. Calomniez, calomniez il en restera toujours quelque chose.....

C'est dans l'énervement de cette idée, enfoncée chaque jour plus profondément dans mon esprit par les conversations que j'entendais, les articles que je lisais, les documents inventés ou truqués qui étaient si habilement employés, c'est dans l'attente anxieuse du coup de grâce que les Allemands n'allaient pas manquer de donner à la Russie, dans l'écho insupportable de la joie triomphante affichée par la presque unanimité de la bourgeoisie russe à la nouvelle de leur avance vers Pétrograd ou dans la direction de Moscou, que je vécus, dans cette dernière ville, les semaines qui s'écoulèrent jusqu'à la signature du traité de Brest et au cours desquelles j'eus encore la tristesse d'apprendre le départ, absolument inattendu, de notre ambassade pour la Finlande, c'est-à-dire hors de Russie, au moment où, plus que jamais, devant le péril menaçant, nous devions être là pour apporter au moins l'appui moral de notre présence au malheureux peuple russe et signifier d'une façon tangible notre protestation contre les appétits infâmes que venait de révéler cyniquement l'impérialisme allemand.

Triste au-delà de toute expression, profondément déçu, j'éprouvai alors, plus encore qu'un sursaut d'indignation, un sentiment d'insurmontable

dégoût pour tout ce qui m'entourait; tous mes espoirs dans ce qui pour moi continuait à être le «réveil de la révolution», c'est-à-dire, dans le retour au pouvoir d'un gouvernement nuance Kérensky, avaient été cruellement déçus; l'écroulement lamentable de la Constituante, dont j'avais tant attendu, la timidité du soulèvement populaire, de la résistance de partisans dont j'avais été convaincu et la docilité facile et en apparence résignée avec laquelle les éléments révolutionnaires acceptaient en fait la solution du «quart d'heure de répit» donné par la paix de Brest,— tout contribuait alors à justifier et à alimenter mon découragement absolu. Les paroles du Ministre de Roumanie, M. Diamandy, involontairement me revenaient à l'esprit: «l'histoire dira que toute cette révolution a été quelque chose d'une lâcheté sans précédent, l'abdication de tout un peuple qui, par peur, a volontairement choisi la trahison de ses alliés et la reddition sans condition à l'ennemi». Et je commençais à me demander si vraiment elles n'allaient pas se trouver confirmées par les évènements. Et pourtant était-ce possible? Avait-il pu suffire d'une «bande d'agents allemands» pour étouffer à jamais la Russie et son peuple?

Je me refusais à le croire et je souffrais profondément, intimement et en silence des propos sarcastiques et méprisants sous lesquels il était de mode entre «honnêtes gens», comme on aurait dit au 17-ème siècle, d'accabler, sans distinction de classe ni de condition sociale, tout ce qui était russe. Ah! si j'avais été alors en état de voir la vérité, de comprendre ce qu'était le bolchévisme, de pénétrer la sincérité ardente des déclarations des Volodarsky et des Solz, si j'avais été en état alors, affranchi de tout préjugé, dominant d'infâmes calomnies, de me livrer à une étude objective et impartiale des hommes et des choses, d'apprendre ainsi les appels réitérés de Trotzky à l'aide des

Alliés, son désespoir, quand, abandonné de tous côtés, mesquinement sacrifié à des considérations et à des intérêts *de classes*, il avait été contraint, la mort dans l'âme, après sa tentative suprême de résistance par la formule «ni paix ni guerre», de signer le traité de Brest, seul moyen qui lui restait de sauver le peuple russe de l'anéantissement!!...

Mais dans tous les actes et dans toutes les paroles des bolchéviks, je ne voyais alors que fourberies, intrigues, comédies et menées allemandes! Et en dehors du bolchévisme, comme je l'ai déjà indiqué, c'était le *néant*. Pourtant, je ne voulais pas admettre—un instinct irrésistible me le disait — que «tout fût fini» et, pas un moment, il ne me vint à l'esprit qu'il n'y avait plus qu'à plier bagage et à laisser le champ libre aux diplomates et aux agents de Guillaume. Toutes les conversations et relations avec les bolchéviks ne pouvaient, dans ma pensée, avoir qu'un caractère d'affaires; politiquement, on ne pouvait rien en attendre. Mais n'y avait-il pas, d'un autre côté, une force vive quelconque, à l'état latent, capable de donner le signal du réveil de la Russie?

Evidemment elle ne pouvait pas venir des cercles du commerce et de l'industrie où l'âpreté au gain restait plus que jamais l'unique principe directeur, ni de la bourgeoisie qui, toute à l'attente des «Allemands sauveurs» venait de donner toute la mesure de son égoïsme implacable et haineux; quant aux éléments révolutionnaires, à la jeune république russe, ils paraissaient bien avoir fait définitivement faillite. Alors? Un moment je crus entrevoir cette force dans l'Eglise orthodoxe. Depuis de longs mois, j'avais suivi avec beaucoup d'attention la crise traversée par cette Eglise et j'assistais maintenant à sa réorganisation. Accaparée et bureaucratisée sous l'ancien régime, elle me paraissait avoir pris incontesta-

blement, depuis qu'elle avait reçu sa liberté, une grande force morale. Elle semblait en train de se renouveler complètement, sur la base du retour à sa vie primitive : le principe de l'élection réintroduit à la base de sa hiérarchie, le contact avec le peuple, dont elle avait été en réalité tout à fait privée sous le régime tsariste, pouvaient autoriser de réelles espérances, d'autant plus que son patriarche ne s'était pas, dès le début, laissé accaparer par les partis politiques, par la bourgeoisie cadette qui, pour des intérêts mesquins, jouait maintenant la comédie de la foi. Il n'était donc nullement impossible de voir l'Eglise orthodoxe devenir, peut-être assez rapidement, une force *populaire*, *démocratique*, affranchie délibérément de toute vassalité de classes et c'était là incontestablement une question d'un haut intérêt. Malheureusement, au cours des mois qui suivirent, l'Eglise orthodoxe, au moins dans son ensemble, ne devait pas préciser sa rupture avec la bourgeoisie ou plutôt son affranchissement du côté bourgeois et, d'autre part, ne devait pas savoir puiser dans la formule soviétiste tout ce que celle-ci contenait de profondément *chrétien* au sens évangélique du mot ni repousser résolument tout ce que les appétits et les passions de certains éléments réputés à tort pour «*religieux*» avaient au contraire de violemment antichrétien. Elle ne sut pas ultérieurement, dans son ensemble, s'élever radicalement au-dessus des considérations matérielles et, au lieu de conclure, sur le terrain de la *religion*, une alliance toute indiquée avec le pouvoir soviétiste, elle s'affaiblit vainement dans une lutte transportée sur le terrain exclusif et absolument étranger aux idées chrétiennes, du *cléricalisme*, lutte qui ne pouvait manquer bien entendu d'être exploitée soi-disant pour le bien de l'Eglise, mais en réalité contre elle par les politiciens bourgeois. Mais alors j'é-

tais moi-même le premier à partager cette erreur et même à la pousser jusqu'à l'extrême, puisque, dans mon incompréhension totale du *bolchévisme*, réalisation vivante de l'idée soviétiste, non seulement j'opposais, dans ma pensée, l'Eglise au bolchévisme, mais encore j'allais même un moment, effrayé par l'anarchie et la désorganisation que je sentais grandir et que je confondais avec le bolchévisme, que j'assimilais à ce dernier, voire même au «socialisme» *en général*, jusqu'à concevoir la possibilité d'une action morale commune de toutes les Eglises contre la marée montante des idées révolutionnaires ! Comme si la défense, la conservation d'un état social qui avait rendu possible et fait durer pendant plus de quatre années, pour des appétits et des intérêts d'argent, l'effroyable tuerie qui a ensanglanté l'humanité et qui aujourd'hui apparaît comme le seul obstacle, mais comme l'obstacle insurmontable au rétablissement de la paix, de la fraternité de la solidarité et de la justice, pouvait être compatible avec n'importe quelle religion ayant à sa base les principes du Christ !

J'ai tenu à ouvrir ici, dans ces notes, cette parenthèse, sans doute mal à sa place au point de vue de la rédaction, afin de bien souligner que, sur cette question comme sur toutes les autres, je ne renie pas une seule de mes pensées, une seule de mes idées, une seule de mes émotions, antérieures et qu'au contraire celles-ci forment toutes, dans mon esprit comme dans mon cœur, un enchaînement ininterrompu, impérieux, implacable en quelque sorte et qu'il m'est totalement impossible de supprimer une quelconque des étapes par lesquelles j'ai passé, tant elles ont été et demeurent toutes intimement liées entre elles.

Les évènements politiques cependant, ne tardèrent pas à se préciser dans une nouvelle direc-

tion. Notre Ambassade, sans doute, avait abandonné son poste; mais un nouveau consul général M. Grenard, arrivait à Moscou où se trouvait déjà notre mission militaire et où s'était transporté, de Pétrograd, le gouvernement bolchévik. Et fort peu de temps après que M. Grenard avait pris possession de son poste, un télégramme de M. Pichon demandait d'ouvrir une enquête sur l'état d'esprit des différents partis politiques quant à l'éventualité d'une intervention armée japonaise dans le but de repousser l'invasion allemande en Russie. Ainsi se trouvait nettement posée la question d'une intervention armée des alliés en Russie, qui, jusque-là, n'avait été envisagée qu'à titre de pure hypothèse. Deux points de vue opposés s'affirmaient bientôt sur cette question. D'une part l'intervention *avec* le concours, ou tout au moins l'assentiment, du gouvernement bolchévik. D'autre part l'intervention *contre* ce gouvernement et même l'intervention destinée à aider au renversement de ce gouvernement en même temps qu'à la reconstitution d'un front oriental contre l'Allemagne.

Au début, pendant un temps d'ailleurs très court, notre nouveau consul général parut hésiter fortement entre ces deux points de vue et chercher plutôt à les concilier ou à établir, comme on dit, une cote mal taillée, tandis que la mission militaire «sous l'influence du capitaine Sadoul» semblait admettre le premier. Attaché par mon travail au consulat, je n'avais que de loin en loin des rapports avec la Mission militaire et je ne connaissais pas alors le capitaine Sadoul, que je n'avais rencontré qu'accidentellement une ou deux fois et avec lequel je n'avais jamais eu en somme l'occasion de discuter. En revanche, j'avais entendu formuler contre lui, dans les cercles de notre propagande, les plus violentes critiques. C'était «l'homme de Trotzky», qu'il avait

eu «l'audace d'amener par surprise à notre ambassadeur», faisant tomber en quelque sorte ce dernier dans une manière de guet-apens». En réalité—je devais l'apprendre dans la suite—il s'agissait d'une visite à l'Ambassade de France à laquelle le capitaine Sadoul, à la demande de ses chefs, était parvenu, dans le but, non pas d'«obliger Trotzky» mais d'arranger une affaire qui intéressait au plus haut point la France la question de l'expulsion de Russie de la mission militaire française à la suite d'une violente campagne de calomnies et de mensonges contre les chefs bolchéviks, alimentée dans la presse russe par certains membres de la-dite mission.

Je me trouvais alors être de ceux qui, sans rien savoir, «déploraient» de confiance l'«influence du capitaine Sadoul» sur la mission militaire. Ici encore, il en était exactement comme de mes opinions sur les bolchéviks. Au lieu de me renseigner objectivement par moi-même, je me bornais à accepter ce que j'entendais affirmer autour de moi de façon péremptoire par des hommes «éminemment respectables et autorisés» et à partager leurs «légitimes indignations», alors qu'en utotes choses dans la vie, mais surtout en politique, on ne doit, si l'on veut vraiment être loyal, au sens strict de ce mot, faire état exclusivement que des données qu'on a eu la possibilité de vérifier par soi-même, sans jamais s'en remettre à personne, car on risque autrement d'être amené à partager des passions, à épouser des haines étrangères. Il est sans doute possible de venir dire ensuite: j'ai été induit en erreur; ma bonne foi a été surprise. Mais cette rectification après-coup n'empêche pas que par sa pensée, ses actes ou ses paroles, on a pu temporairement exercer une influence mauvaise du point de vue de la justice et de la vérité, *le seul* auquel ait jamais le droit de se placer un poli-

ticien ou un journaliste, dont tous les instants appartiennent à la vie publique.

Bientôt l'idée de l'intervention contre les Allemands sans le concours des bolchéviks prit le dessus au consulat comme à la propagande et à partir du retour de M. Noulens en Russie, à Vologda, cette idée se précisa nettement en celle de l'intervention contre les Allemands mais dans le but de renverser préalablement les bolchéviks. Je me rappelle combien M. Noulens était irrité contre le bolchévisme; on sentait même fort nettement dans cette irritation un sentiment personnel d'amour-propre blessé. Il était visible que notre ambassadeur, guidé par des petits à côtés, de mesquins et futiles «incidents de voyage» beaucoup plus que par des considérations politiques générales, était revenu, non pas avec la volonté d'étudier les évènements, de se renseigner sur la situation, mais avec une ligne de conduite rigide et invariable tracée d'avance: «A dater de la signature du traité de Brest, les bolchéviks sont devenus ouvertement les alliés des Allemands; nous devons les traiter en ennemis». L'irritation de notre ambassadeur dépassait d'ailleurs le bolchévisme pour s'étendre à la Russie tout entière. D'une part il prescrivait à notre consul genéral de le renseigner sur l'état d'esprit des groupes politiques «qui étaient restés nos amis» et, d'autre part, il déclarait que «l'opinion des Russes n'avait aucune importance» et qu'il n'y avait plus que notre volonté qui comptait désormais. «Dites-leur bien que l'intervention est chose décidée et qu'elle aura lieu, qu'ils le veuillent ou non». «Il a été reconnu nécessaire de reconstituer un front oriental; ce front sera reconstitué». J'accompagnais M. Grenard lors de sa première visite à Vologda et j'eus la possibilité de me convaincre que le siège de notre ambassadeur était fait sur toutes les questions et qu'il n'écoutait les infor-

mations qui lui étaient apportées que dans la mesure où elles cadraient avec ses opinions préconçues. Sans doute, j'étais loin de songer à plaider la cause des bolchéviks, puisque, alors, j'étais convaincu qu'il fallait intervenir *contre eux*. Mais M. Noulens ne me laissa pas même développer les impressions que je rapportais d'un récent voyage à Cronstadt. Comme je soulignais le mouvement de réveil d'énergie nettement anti-allemand que j'avais noté chez les matelots et surtout chez les ouvriers, il m'interrompit par ces mots: «Les Russes ne feront jamais rien».

Dans la suite, cette tendance à mépriser de plus en plus complètement les Russes ne fit que s'accentuer. On la sentait dans le ton de plus en plus impératif des formules employées: «Dites bien à nos amis que nous *ne permettrons* jamais (il s'agissait de l'éventualité de la formation d'un gouvernement avec le concours des socialistes-révolutionnaires de droite) de nouvelles expériences socialistes en Russie». Et puis c'était cette conception, terrifiante au point de vue moral, qui se dégageait aussi, développement logique de la première: nous payons, donc nous commandons. Combien de fois l'ai-je entendu formuler presque avec cette brutalité, notamment une fois à propos de la visite d'une délégation polonaise, lors du séjour de notre ambassadeur à Moscou. C'est ce qui s'appelait «savoir parler aux Russes».

Ces derniers étaient vraiment regardés comme un troupeau inculte et barbare avec lequel il était permis d'agir selon son bon plaisir: on n'admettait pas une seconde qu'on avait en face de soi un peuple peut-être peu instruit, mais en revanche très richement doué, toujours conscient de sa force, qui, même dans ses heures d'inertie apparente, *pensait, vivait*, replié en lui-même et qui, acculé à des situations tragiques, demeurait constamment capable des plus admirables efforts.

J'ai eu l'occasion d'indiquer que, dès le premier jour, M. Noulens nous représenta—et cela ressort de toutes ses communications—*l'intervention contre les bolchéviks comme décidée*, alors qu'en réalité, jusqu'à la dernière minute, elle ne le fut pas du tout et que ce n'est, comme je pus m'en convaincre dans la suite, que sur les instances les plus énergiques de notre ambassadeur, qui en avait fait une question personnelle, et à la suite de démarches réitérées et pressantes auprès du président Wilson, qu'elle finit par être timidement ébauchée, beaucoup trop timidement du point de vue de la lutte contre les Allemands, et dans des proportions qui n'avaient absolument rien de commun avec celles qu'avait annoncées de la façon la plus formelle M. Noulens.

C'est precisément parce que l'intervention que M. Noulens n'avait cessé de représenter comme *décidée formellement* par les gouvernements de l'Entente se heurtait en réalité aux plus graves objections, que notre ambassadeur fut amené, pour vaincre les résistances rencontrées—qui l'irritaient dans son amour-propre et pour donner plus de force à ses arguments, à démontrer par des *faits* qu'il avait pleinement préparé le terrain et qu'il suffisait d'un effort minime pour renverser la tyrannie bolchévique et obtenir la constitution d'un gouvernement national russe. Et c'est ainsi qu'il alla notamment jusqu'à provoquer des émeutes aussi sanglantes et *stériles* que celles des gardes-blancs de Savinkoff à Iaroslavl, dont le seul bilan fut quelques milliers de Russes tués—chose évidemment sans importance—et des trésors artistiques détruits, absolument sans motif. L'insurrection de Iaroslavl ne fut d'ailleurs déclanchée que sur l'exigence formelle de M. Noulens et sur la promesse d'un débarquement imminent de troupes alliées.

Comme dès le début, il avait été posé par notre

ambassadeur que l'intervention alliée était chose absolument résolue, les «conversations» avec les différents groupes politiques «demeurés nos amis» consistèrent donc en affirmations solennelles et gratuites à ceux-ci quant à l'imminence de notre action armée anti-allemande et anti-bolchévique simultanément et en renouvellements consécutifs des délais annoncés pour ladite action puisque— et pour cause — «nos amis» ne voyaient toujours rien venir. De leur côté, «les groupes politiques demeurés nos amis», tout en nous faisant les protestations d'amitié et d'attachement les plus ardentes, s'intéressaient exclusivement à notre intervention dans la mesure où celle-ci pouvait renverser les bolchéviks et ne pensaient absolument pas à la reprise de la lutte contre les allemands. D'autre part, voyant que nous les trompions, tout au moins quant à l'imminence de notre intervention et finissant même par mettre – justement d'ailleurs celle-ci en doute, ils causaient parallèlement avec le comte Mirbach, lui offrant leurs services si ce dernier «qui, pour cela, n'avait qu'un geste à faire» consentait à les débarrasser des bolchéviks. C'est à cette comédie, dénuée des deux côtés de dignité et de franchise, que se passèrent, comme je pus m'en convaincre ultérieurement, les quelques mois de «travail diplomatique» des représentants de l'Entente, qui s'écoulèrent jusqu'au débarquement des troupes alliées à Arkhangelsk.

Je fus, dès la première heure, un des partisans les plus convaincus de l'intervention contre les Allemands et contre les bolchéviks.

Contre les Allemands, puisque l'écrasement de l'impérialisme allemand, *seul* obstacle—c'était ma conviction absolue—au rétablissement de la paix et à l'avènement d'un régime de liberté et de fraternité des peuples, fondé sur leur droit à disposer d'eux—êmes, avait été, était et demeurait plus que jmais a mon unique préoccupation, mon

seul idéal immédiat ou plus exactement, celui qui renfermait en lui tous mes rêves, toutes mes aspirations d'avenir.

Contre les bolchéviks, puisque les bolchéviks—j'en restais toujours intimement persuadé—étaient des agents allemands et les usurpateurs du pouvoir qui avaient «tué la révolution russe» et précipité la Russie dans l'abîme. C'était même le moment où je me trouvai animé de la plus complète et intransigeante hostilité à l'égard du bolchévisme. N'ayant encore absolument rien compris—*faute de les avoir étudiées*, à ses origines, à son développement, à sa doctrine et à ses buts, je ne voyais que les abus, les excès de la rue, qui se commettaient autour de lui, en dépit de lui, souvent même directement contre lui et je n'apercevais que son œuvre *de destruction* qui m'apparaissait nécessairement comme *anarchique*, puisque je ne discernais pas qu'elle portait sur le mécanisme de l'état capitaliste et que, parallèlement à elle, se dessinait une œuvre de construction d'un Etat nouveau, l'Etat prolétarien, la Commune, ou, en d'autres termes, cette forme transitionnelle de l'Etat qui n'est déjà plus l'Etat au sens propre de ce mot et que Lénine a défini si clairement dans son étude «*L'Etat* et la Révolution». Notamment, dans le domaine de l'armée, je ne voyias et ne pouvais voir, dans l'aveuglement qui était alors le mien, que la destruction de l'ancienne armée, instrument d'oppression entre les mains de l'Etat capitaliste, sans apercevoir ni comprendre la formation de l'armée nouvelle, c'est-à-dire de l'armée prolétarienne, de l'armée rouge, appelée à défendre les conquêtes de la révolution ouvrière et paysanne d'Octobre.

Mes yeux ne pouvaient discerner que la disparition de la discipline (sur laquelle reposait l'ancienne armée), l'humiliation et la dispersion du corps des officiers (par lequel l'Etat capitaliste tenait

précisément l'armée entre ses mains); ils demeuraient aveugles à la formation d'un commandement nouveau, destiné à l'armée nouvelle qui n'existait encore qu'à l'état embryonnaire, à l'établissement d'une discipline nouvelle fondée sur la conscience éclairée des masses prolétariennes. Les mesures de légitime défense, les justes répressions du Gouvernement ouvrier et paysan de Russie (qui, indépendamment du point de vue politique auquel on pouvait se placer *était de fait* le Gouvernement de la Russie et qui, en tant que gouvernement, ne pouvait pas ne pas répondre aux coups qui le menaçaient, n'avait pas le droit de ne pas parer ces coups, de ne pas les prévenir dans la mesure du possible), étaient confondues dans mon esprit avec les excès, les abus, les pillages commis absolument en dehors de ce gouvernement et en contradiction formelle avec ses dispositions par des criminels de droit commun, souvent même par des contre-révolutionnaires agissant sous le drapeau de l'anarchie, comme j'en eus la preuve ultérieurement pour certains cas, par des agents intéressés à augmenter le désordre dans le pays et à faire sombrer, même au prix des pires calamités pour le peuple russe déjà si éprouvé, le pouvoir ouvrier et paysan sorti de la révolution d'Octobre. Et puis, toujours hanté, dominé par cette légende, cette fable ridicule que les bolchéviks étaient aux gages des Allemands, je ne pouvais évidemment chercher à leurs actes que des explications tendancieuses, assises sur des idées préconçues, au lieu d'étudier objectivement les évènements. La «destruction de l'armée», la dispersion du corps des officiers s'accomplissaient sans doute «sur les ordres venus de Berlin» et l'exécution de l'amiral Schastny était «le châtiment infligé» par Trotzky, sur les représentations diplomatiques du comte Mirbach, au courageux patriote russe qui avait, vraisemblablement, con-

trairement aux instructions du gouvernement des commissaires du peuple, amené la flotte de la Baltique d'Helsingfors, où les Allemands se préparaient à «en prendre livraison», à Cronstadt, au milieu des glaces et au prix de difficultés techniques considérables.

Ainsi donc, pour me résumer d'un mot, le *bolchévisme* continuait, dans mon esprit, à signifier, au point de vue de la guerre, la main mise allemande sur la Russie et au point de vue social et européen, un foyer d'anarchie, de désordre, d'indiscipline, de désorganisation qui devait être écrasé. Je demeurais incapable, je le répète, d'élever mes observations, même jusqu'au soupçon le plus léger de l'œuvre formidable de révolution sociale mondiale qui venait d'être entreprise si hardiment par le gouvernement ouvrier et paysan de Russie et qui n'allait cesser de se poursuivre, de se développer, si logiquement et si vigoureusement.

Je continuais à soutenir avec la conviction la plus complète la thèse de l'intervention alliée armée anti-allemande et antibolchévique. Et je ne cessais d'insister sur *l'urgence* de cette intervention que je croyais réellement *décidée*, que j'attendais de jour en jour, me fiant aux déclarations officielles des représentants de la France auxquelles j'ai fait allusion plus haut et que je ne voyais toujours pas se dessiner.

J'insistais sur son urgence: d'abord parce que la menace de l'impérialisme allemand demeurait plus que jamais suspendue comme une épée de Damoclès sur la Russie, alors désarmée et sans défense, parce que, à tout moment, on pouvait craindre de voir se renouveler, sur un point quelconque du territoire russe, la marche en avant de l'envahisseur germanique; ensuite, parce que l'impérialisme allemand se mettait en devoir de saigner à blanc les régions occupées par lui

notamment l'Ukraine, d'où il pouvait tirer des approvisionnements et des ressources capables de le fortifier momentanément et de prolonger son existence; enfin parce que le peuple russe commençait à souffrir cruellement, par suite de l'invasion allemande et de la guerre civile et que l'intervention alliée—c'était ma conception et aussi ma profonde conviction—devait, en même temps qu'une aide militaire contre l'envahisseur, lui apporter une aide *économique des plus larges.* Dès le début, j'avais insisté sur la nécessité de venir en aide au peuple russe et je ne mettais pas en doute un seul instant que l'intervention alliée allait être non seulement militaire, mais alimentaire, grâce notamment au concours de l'Amérique. D'ailleurs sur ce point encore, les déclarations des représentants officiels de la France étaient absolument formelles. Même je me rappelle très exactement qu'un jour, recevant en ma présence un délégué paysan venu de province, notre consul général M. Grenard déclara que les retards apportés à l'intervention des alliés provenaient de ce que ceux-ci ne voulaient pas commencer leur action militaire avant d'être en mesure de commencer également leur action dans le domaine du ravitaillement et que précisément les Américains étaient alors occupés à constituer de vastes stocks de produits alimentaires et aussi de produits manufacturés destinés à la Russie.

Au point de vue intérieur russe, trompé par cette impression absolument fausse que «la révolution avait été tuée» par le bolchévisme et que la jeune république russe avait définitivement fait faillite, j'en revenais alors à la conception d'un gouvernement monarchique, comme seule susceptible de regrouper les différentes nationalités de l'Etat russe et de rendre à celui-ci assez de force, sinon pour reprendre avec efficacité la lutte contre l'impérialisme allemand, du moins

pour marquer sa place en face de ce dernier. Et ici encore, j'insistais sur la nécessité de l'urgence de l'intervention alliée, non certes tant par sympathie pour les éléments bourgeois russes, notamment du commerce et de l'industrie, avec lesquels j'étais en relations (et dont je ne connaissais pas encore les conversations parallèles avec le comte Mirbach, mais dont l'egoïsme, ainsi que la tiédeur et même au fond l'hostilité dans la question de la reprise de la lutte contre l'impérialisme allemand m'impressionnait douloureusement) que par crainte de voir les diplomates allemands nous «devancer dans le rétablissement d'un ordre étatique stable» en Russie et mettre ainsi, irrémédiablement cette fois, la main sur ce grand et infortuné pays.

Je viens d'indiquer que j'étais alors revenu à la conception d'un gouvernement monarchique, parce que je croyais la révolution et la république russes tuées sans espoir de retour par le bolchévisme, au lieu de comprendre qu'au contraire sous le drapeau du bolchévisme, cette révolution et cette république progressaient et s'affermissaient et que seul, le gouvernement bolchévik était en réalité capable de regrouper sur la base du soviétisme et du fédéralisme toutes les nationalités qui avaient précédemment constitué l'Etat russe. Seulement ma conception monarchique n'était nullement celle de M. Noulens. Ce que notre ambassadeur avait en vue—quand il faisait dire «en secret» à «nos amis de droite» que M. Clémenceau estimait personnellement que la forme de gouvernement monarchique était celle qui convenait le mieux à la Russie—c'était le rétablissement de ce qui avait existé, sous une forme peut-être un peu différente (monarchie constitutionnelle), mais au fond avec peut-être encore plus de «fermeté», plus de force dans l'exercice du pouvoir souverain; c'était, pour me résumer,

d'un mot, la monarchie au sens *occidental, européen* du mot. Ce que je voyais au contraire, c'était l'établissement d'une monarchie *populaire.* A plusieurs reprises déjà, sous l'ancien régime, j'avait émis cette idée que la monarchie russe ne devait pas dutout évoluer vers le parlementarisme impuissant et usé qui ne saurait la rajeunir, la renouveler, mais bien faire retour à ses propres origines, aux traditions nationales profondes du peuple russe, dont elle s'était écartée pour devenir *l'autocratie*, mélange de despotisme oriental et d'absolutisme occidental européen.

La forme nationale de la monarchie russe était au contraire donnée par la formule du gouvernement populaire, avec la collaboration incessante, immédiate, non pas d'un parlement, mais du peuple *directement* à la vie publique, formule dans laquelle le souverain n'était pas au-dessus du peuple, mais était au contraire son émanation. Cette formule qui avait été à la base de l'histoire de la Russie, lors de la domination de ses premiers princes varègues, avait été oubliée et faussée complètement par la suite pour emprunter à l'Orient, lors de l'affranchissement de la Russie du joug tartare, le despotisme des khans et ultérieurement, dans les temps modernes, à l'occident l'absolutisme de droit divin. C'est à l'adaptation à la vie moderne de cette ancienne formule patriarcale et populaire de gouvernement des princes varègues que je songeais en parlant du rétablissement d'un gouvernement monarchique. J'etais même si profondément pénétré de cette conception monarchique, démocratique et populaire, que je ne la voyais nullement en opposition avec l'idée *soviétiste*, qui, peu à peu, commençait à se refaire jour en mon esprit, mais que, par suite d'une grossière erreur d'optiqe, je distinguais comme l'antithèse du bolchévisme, au lieu de comprendre que cette formule des *soviets* (vers la-

quelle—bien que je crusse alors morte à tout jamais la révolution—me ramenait malgré tout je ne sais quel instinct irrésistible qui me disait que c'était elle et elle seule qui pouvait être à la base de le nouvelle vie russe) était inséparable du *bolchévisme* ou plus exactement que le *bolchévisme*, dont je persistais à ne pas voir l'existence, c'est-à-dire les racines profondes, n'était autre chose que la réalisation pratique de la formule des *soviets.*

Tel est, brièvement résumé, l'état d'esprit dans lequel je vécus à peu prés jusqu'en *Juillet.* J'ai tenu à en préciser, sans en ometre aucune, les différentes phases; plusieurs sembleront peut-être aujourd'hui d'une naivete dénuée d'intérêt; mais, comme je l'ai indiqué, elles sont si intimement liées entre elles dans ma pensée que je ne puis faire abstraction d'aucune; ensuite, leur enchaînement même expliquera comment et pourquoi, malgré les préjugés essentiellement bourgeois au milieu desquels je vivais et l'erreur grossière dans laquelle je me débattais aveuglément, je devais cependant nécessairement un jour finir par comprendre—sans éducation socialiste, mais spontanément, instinctivement—le *bolchévisme*, d'abord du point de vue bourgeois, c'est-à-dire du point de vue national russe et ensuite du point de vue révolutionnaire prolétarien, marxiste et internationaliste.

Une série de faits devait venir successivement ébranler tout d'abord peu à peu ma conviction première quant à la nécessité d'une intervention alliée *antibolchévique* et bientôt aussi ma crédulité en l'absurde légende des bolchéviks agents allemands. C'etait, avant tout, l'insurrection de Iaroslavl, à laquelle j'ai déjà fait allusion et qui m'impressionna,—est-il besoin de le dire,—très vivement et très douloureusement. *Je la sus déclanchée, comme je l'ai déjà indiqué,* personnel-

lement par notre ambassadeur et cette pénible circonstance, venant s'ajouter aux déceptions déjà éprouvées du fait de la remise continuelle de notre intervention (alors que pourtant le peuple russe, si violemment étreint par l'impérialisme allemand, avait un besoin si urgent de notre aide la plus large et la plus efficace) fut pour moi une très cruelle désillusion et, pour la première fois, je me pris à douter sérieusement de la sincérité des promesses solennelles auxquelles j'avais ajouté foi jusqu'alors. Cette intervention constamment retardée et qui, du point de vue de la lutte contre l'impérialisme allemand, commençait même à perdre de sa raison d'être, se dessinait de plus en plus sous un jour qui n'était pas du tout celui sous lequel je l'avais entrevue. Elle paraissait en somme de plus en plus devoir se réduire—notamment du côté de l'Extrême Orient, à *l'occupation* de certaines parties du territoire russe, ce qui, du point de vue de la politique intérieure russe, comme du point de vue de la guerre à l'impérialisme allemand, ne pouvait absolument pas se justifier. Pratiquement, l'intervention semblait devoir se restreindre presque exclusivement à une action militaire japonaise en Sibérie, et malgré la légende que l'on essayait d'accréditer d'une menace immédiate allemande contre la Sibérie, il était clair qu'une pareille intervention apparaissait beaucoup plus dangereuse, non pas seulement pour les bolchéviks, mais bien pour la Russie elle-même, que pour l'Allemagne.

Ensuite, ce fut l'affaire tchéco-slovaque. La duplicité avec laquelle celle-ci fut montée, également par les soins de notre diplomatie, m'impressiona très péniblement. D'abord j'y vis, comme dans l'émeute de Iaroslavl, une manœuvre pour provoquer à tout prix une intervention (qui n'était en réalité *toujours pas décidée*, en dépit d'affirmations sans cesse renouvelées) transportée

de plus en plus sur le terrain d'amour-propre d'une question personnelle, même en se lançant au hasard dans une *aventure*, en retenant sur un point donné du territoire russe des contingents qu'à ce moment le commandement français persistait à réclamer d'urgence sur le front en France — réclamation que notre diplomatie, sans s'émouvoir d'ailleurs, qualifiait de simple *malentendu.* En second lieu, du point de vue russe, cette affaire se présentait sous les plus mauvais auspices. Si vraiment c'était le commencement de notre intervention, pourquoi ne le disait-on pas? Si vraiment les bolchéviks étaient, comme je l'avais cru et le croyais encore sur la foi d'assertions calomnieuses, des agents allemands et des désorganisateurs systématiques de la Russie, ne fallait-il pas absolument, dans l'intérêt même de notre cause en Russie et dans l'intérêt même de l'Europe entière, rompre nettement, *officiellement* avec eux? Pourquoi les combattions-nous hypocritement, par des procédés indignes et toujours sous des couleurs étrangères (gardes blancs de Iaroslavl, tchéco-slovaques artificiellement mutinés) en continuant à leur donner, aux yeux même de «nos amis» russes, tout le bénéfice moral de nos relations et de nos conversations? Si c'était enfin la guerre au bolchévisme, que j'avais, pour ma part, attendue et désirée, pourquoi n'était-elle pas précédée d'une déclaration motivée? Enfin au point de vue de la lutte contre l'impérialisme allemand, qui demeurait toujours ma préoccupation dominante, je ne discernais pas du tout en quoi l'odyssée tchéco-slovaque pouvait être profitable. Je la voyais plutôt dangereuse, parce que destinée à appeler une riposte allemande, c'est-à-dire une nouvelle avance des troupes d'occupation ennemies dans une région nouvelle de Russie.

D'autre part, la duplicité parallèle des partis

bourgeois russes fut pour moi également une très rude déception. Sans doute, je ne m'étais jamais fait d'illusion sur la sincérité de leur attachement à la cause de la France dans la guerre ni de leur volonté de reprendre, même dans une très faible mesure, la lutte contre l'impérialisme allemand. J'avais fort bien senti dès le premier jour que ce qu'ils attendaient exclusivement de notre intervention, c'était le renversement du bolchévisme, la sauvegarde de leurs intérêts de classe, avec l'arrière-pensée qu'aussitôt rétablis, grâce à nous, au pouvoir, ils commenceraient à faire pression sur les gouvernements de l'Entente pour la conclusion immédiate de la paix. Mais, tout de même, je n'avais pas voulu ajouter foi aux bruits d'après lesquels, *en même temps qu'avec nous*, ils causaient avec l'ambassadeur d'Allemagne. La confirmation décisive de cette déloyauté me frappa extrêmement et je me sentis atteint au plus profond de moi-même quand j'obtins la preuve de la visite faite au comte Mirbach par les représentants les plus en vue du parti du commerce et de l'industrie, Trétiakoff en tête. Cette visite n'avait, par surcroît, pas même l'excuse d'avoir été provoquée par une démarche directe, ou même indirecte, du représentant diplomatique de Guillaume. Elle avait été *spontanée*; elle avait eu le caractère d'une *supplication* adressée au comte Mirbach de faire occuper Moscou, moyennant quoi ce dernier pouvait compter sur le concours du groupe du commerce et de l'industrie pour constituer un gouvernement dévoué à Berlin. Et c'est après que leur marché avait été *refusé* par l'ambassadeur d'Allemagne comme non intéressant pour son pays,—vu que les hommes «d'ordre et de travail» qui étaient venus le trouver et «auxquels allaient d'ailleurs toutes ses sympathies» ne disposaient pas en Russie d'un nombre suffisamment élevé de baïonnettes russes,—

que «les membres les plus en vue» de «l'élite» industrielle et commerciale de la Russie étaient revenus continuer avec nous leurs «conversations», exactement comme si rien ne s'était passé. C'était bien le cynisme du discours de Milioukoff à Kiev, qui n'était pas du tout, comme certains de ses amis cherchaient à le faire croire alors, une défaillance toute personnelle, un moment d'égarement bien compréhensible et excusable, mais un acte politique, mûrement réfléchi et pesé.

Enfin, un document dont je devais avoir accidentellement connaissance vers la fin de juillet, éveillait dans mon esprit pour la première fois un doute réel et singulièrement troublant quant à la germanophilie systématique de la politique bolchévique à laquelle j'avais cru jusqu'alors, comme je l'ai déjà indiqué, les yeux fermés. Je veux parler d'un projet d'accord proposé, par l'intermédiaire du représentant diplomatique de Grande-Bretagne à Moscou, aux alliés par les bolchéviks au sujet d'une intervention militaire interalliée en Russie contre l'Allemagne, avec le concours et l'appui du Gouvernement des commissaires du peuple. Aux termes de ce projet, les bolchéviks acceptaient le débarquement de forces militaires alliées sur la côte de la Russie septentrionale, ainsi qu'en Extrême-Orient ; ils demandaient le concours d'instructeurs alliés pour la formation de l'armée rouge qu'ils se déclaraient prêts à faire entrer, dès qu'elle serait en état, en ligne contre l'impérialisme allemand ; ils attendaient seulement des alliés la reconnaissance, ainsi que la cessation de tout appui aux éléments contre-révolutionnaires russes.

En marge de ce document, qui m'ouvrait brusquement des horizons absolument nouveaux et insoupçonnés, cette annotation de M. Noulens au crayon bleu : «je vois bien les avantages pour les bolchéviks, mais je cherche en vain ceux que

pourraient retirer les alliés» ! Ainsi donc il y avait eu une véritable tentative de la part des bolchéviks, ces «agents allemands», pour aboutir à un accord avec les alliés, dirigé contre l'impérialisme allemand. Ainsi donc il était faux, comme je l'avais toujours cru jusqu'alors, que les bolchéviks eussent été résolument et formellement hostiles à toute action alliée anti-allemande en Russie. Ainsi donc il apparaissait d'une manière irréfutable que notre ambassadeur n'avait même pas accepté la discussion, l'examen de ce projet qui, incontestablement cependant, offrait de l'intérêt, mais qu'il l'avait écarté *à priori, systématiquement*. Peu de temps après ce premier coup direct porté à mes convictions profondes, se déclanchait enfin notre intervention si longtemps différée. Elle était annoncée par un laconique télégramme de M. Noulens qui, avant de quitter Vologda (où il avait déclaré devoir revenir avec les troupes françaises en deux ou trois semaines) nous prévenait de l'imminence de l'occupation d'Arkhangelsk et, signalant que très probablement «fidèles à leur tactique habituelle», les bolchéviks n'allaient pas manquer d'essayer d'entrer en pourparlers avec nous, concluait: «vous ne vous prêterez en aucun cas à aucune négociation». D'autre part, un télégramme de M. Pichon annonçait le commencement d'une intervention japonaise «appelée à prendre rapidement des proportions importantes» en Extrême-Orient. Cette fois, c'était donc bien l'intervention alliée annoncée et promise à «nos amis» depuis plusieurs mois.

Mais elle se produisait beaucoup trop tard, elle avait laissé passer le moment où les Allemands, enivrés par la paix draconienne de Brest, s'avançaient, redoutables et menaçants, donnant vraiment une impression de force irrésistible, toujours plus avant dans l'intérieur de la Russie; elle se déclanchait juste au mment où les Alle-

mands, donnant une impression d'impuissance et de désarroi, commençaient à se retirer d'une partie des territoires occupés ou semblaient à la veille de le faire, en butte à des émeutes de plus en plus graves de paysans, au moment enfin, où, après l'assassinat de Mirbach et d'Eichhorn, leur ambassade venait de se reporter précipitamment, presque en panique, au-delà de la ligne de démarcation. Elle se produisait nettement, formellement, étroitement, *exclusivement*, contre les bolchéviks au moment précis où ceux ci soutenaient directement (je venais d'en avoir une preuve indiscutable qui avait, mais hélas! bien tard définitivement réduit à néant en mon esprit la légende si longtemps entretenue des bolchéviks-agents allemands) et au risque des plus lourdes complications la superbe révolte paysanne d'Ukraine que l'impérialisme germanique, fidèle à sa tactique, réprimait avec une sauvagerie odieuse, brûlant et rasant des villages entiers, assassinant sans distinction des femmes, des enfants et des vieillards. Cette magnifique rébellionp aysanne, qui était pour les Allemands en Russie le premier coup sensible ressenti, le premier échec grave essuyé depuis la paix de Brest et dont la portée était alors considérable, fut d'ailleurs pour des raisons que je ne crains aujourd'hui que trop de m'expliquer, négligée et presque passée sous silence par la presse alliée. En tout cas on fut très loin de lui rendre l'hommage mérité et pas un seul moment, en tout cas, une protestation un peu énergique et sincère ne s'éleva contre les répressions sauvages du commandement allemand et de ses sous-ordres, je veux dire Skoropadsky et ses agents. Et nos représentants à Moscou qui, maintenant, sur ce point unanimes, voulaient absolument lier, le fait était patent, la cause bolchévique à la cause allemande, affectaient de n'y voir qu'une action des «socialistes révolution-

naires de gauche», alors qu'il était *certain* que le gouvernement des commissaires du peuple venait d'expédier en Ukraine de Moscou des quantités très importantes — étant donné ses ressources d'alors — d'armes et de cartouches, ainsi que des fonds et que plusieurs membres des plus en vue du parti bolchévik — Piatakoff en tête — avaient reçu mission de soutenir et de développer par tous les moyens, et notamment par une propagande des plus énergiques, le mouvement paysan et ouvrier (il ne faut pas oublier la grève des cheminots et des grèves d'usines importantes) d'Ukraine contre la tyrannie de Berlin et de Skoropadsky.

L'intervention alliée, il était aisé d'en juger d'après l'affaire tchéco-slovaque, n'allait donc avoir pour résultat politique, que de gêner, d'affaiblir l'action bolchévique en Ukraine en obligeant les bolchéviks à se défendre sur d'autres points, comme elle les obligeait déjà à tenir tête sur le Volga. Les premiers contingents de l'armée rouge, qui venaient de se former, au lieu de pouvoir appuyer les paysans d'Ukraine, soit directement, soit indirectement en menaçant les hordes d'occupation (affaiblies et désorganisées par la propagande active des bolchéviks) de l'impérialisme allemand, allaient être jetés les uns après les autres contre des troupes alliées. Et, de ce fait, l'impérialisme allemand allait se voir accorder un moment de répit du côté russe, allait pouvoir prolonger, au moins de quelques semaines, peut-être de quelques mois, son exploitation cynique des régions occupéies et puiser ainsi de nouvelles ressources pour faire durer la sanglante boucherie mondiale!

Hélas! les évènements, qui devaient du reste se dérouler avec une implacable logique, n'allaient pas tarder à confirmer, et bien au-delà encore, mes tristes pressentiments.

Jamais, en effet, je n'aurais pu m'attendre (malgré les premières lueurs de vérité qui s'étaient enfin, par la force même des choses, c'est le cas de le dire, fait jour en mon esprit) au prodigieux sursaut d'énergie et de vitalité qu'eut en face du danger de mort, qui, au lendemain de notre débarquement à Arkhangelsk, semblait bien l'étreindre de tous côtés, le pouvoir bolchévik. D'un seul coup je vis, pour ainsi dire, ce dernier s'élever à la hauteur d'un Gouvernement dans la plus fière acception révolutionnaire du mot; et, à ce moment, je sentis profondément que, contrairement à ce que j'avais cru si longtemps sur la foi des plus viles calomnies, le gouvernement bolchévik était bien, était essentiellement un gouvernement russe, s'appuyant sur les masses populaires du pays et non pas une poignée d'aventuriers et d'agents étrangers imposés par la ruse et par la violence à la passivité du peuple.

Sans doute ce n'était encore—je tiens à le souligner—qu'une première lueur de vérité; je ne comprenais pas encore nettement le bolchévisme; son œuvre d'organisation, de constitution d'un nouvel état prolétarien m'échappait toujours; même je ne distinguais pas encore que la force du bolchévisme venait de ce qu'il était la réalisation de l'idée soviétiste; je continuais même à concevoir cette dernière comme distincte de lui. Mais une chose pour moi désormais était acquise et ne faisait plus l'ombre d'un doute: le gouvernement bolchévik était vraiment, à l'heure présente, le gouvernement de la Russie; loin d'être aux gages de l'impérialisme allemand, il combattait ce dernier avec la même énergie désespérée qu'il s'apprêtait à parer le coup, par lequel nous voulions *injustement* l'étrangler.

Le traité de Brest n'avait été signé que le couteau sous la gorge et après que tout eût été mis

en œuvre pour l'éviter, et il était évident qu'il ne pouvait être regardé comme un accord avec l'impérialisme allemand, mais qu'au contraire, ainsi qu'ils l'avaient d'ailleurs proclamé solennellement, les bolchéviks n'y voyaient qu'un acte de violence sans précédent, avec lequel ils demeuraient plus que jamais résolus à ne pas compter dès que les circonstances le leur permettraient. Et voilà que nous allions peut-être retarder cette heure; voilà que par notre faute non pas des «bolchéviks» (ce qui se traduisait par des «éléments troubles», des «pillards», le «déchet de la population») mais bien des *Russes*, des Russes *convaincus*, profondément épris du noble idéal de *fraternité humaine*, au sens chrétien du mot, mais en même temps pleinement conscients de leur force et disposés à donner leur vie pour leur «*patrie révolutionnaire*», allaient exposer leurs poitrines à nos balles et tirer, malgré eux, sur *des nôtres*, tout cela pour le plus grand profit de l'impérialisme allemand! Voilà que, d'autre part, la France généreuse allait jouer, très certainement sans s'en douter, du fait de l'erreur funeste, du parti-pris étroit de ses diplomates, le rôle douloureux d'aider au développement de la guerre civile en Russie, de favoriser le déchaînement de la terreur blanche, cent fois, mille fois plus sanguinaire encore que la terreur rouge qui, sans cette recrudescence fatale de guerre civile, semblait être déjà en voie d'apaisement! A ce moment, je n'eus plus qu'une seule pensée: contribuer par tous les moyens possibles à arrêter cette désastreuse intervention, à laquelle j'avais pour ma part, c'est-à-dire sans doute très modestement, mais non moins *ardemment* travaillé dans mon aveuglement. Je ne voyais pas en effet quel mal, quelle honte il pouvait y avoir à dire: je me suis trompé; j'ai fait fausse route. Et pourtant, lorsque je fis part de mes impressions, de mes

dernières constatations à notre consul général, il affecta de mettre mon «état d'esprit» sur le compte d'une «fatigue nerveuse», me recommendant le repos et me disant notamment cette phrase que je ne pourrai jamais oublier: «cette intervention à laquelle nous avons travaillé, qui est, dans une certaine mesure, notre œuvre, est déclanchée; il faut qu'elle donne de bons résultats; en politique il n'y a qu'un moyen de ne pas commettre d'erreur, c'est de persévérer jusqu'au bout dans la ligne qu'on a adoptée, aprés avoir mûrement pesé le pour et le contre». Et d'ailleurs, comme pour fortifier cette façon de voir et sans doute aussi «remonter» les gens «nerveux», au cours des jours qui suivirent, il y eut abondance de nouvelles qui toutes, comme par hasard, devaient se trouver ultérieurement démenties par les évènements: rapide avance d'une armée japonaise de 200.000 hommes vers Irkoutsk qui allait être occupé au plus tard dans une quinzaine; avance foudroyante des troupes débarquées à Arkhangelsk et au bout d'une dizaine de jours, annonce de la prise imminente de Vologda. D'autre part l'arrêt momentané de l'avance tchéco-slovaque vers Nijny et Moscou était due exclusivement à l'entrée en ligne de troupes *régulières allemandes* envoyées en renfort aux bolchéviks. Mais ce n'était qu'un échec absolument sans importance, car, d'autre part, des détachements de cavalerie tchéco-slovaque avaient déjà pénétré dans le gouvernement de Vladimir et on attendait un soulèvement dans cette dernière ville d'un moment à l'autre. Comment ne pas opposer à cette campagne de fausses nouvelles systématiques, destinées soi-disant à donner courage à «nos amis» russes et à les inciter sans doute à quelque nouvelle émeute de Iaroslavl, la dignité dont fit preuve à ce moment la presse bolchévique? Pas une minute, le gouvernement

ne chercha à dissimuler l'extrême gravité de la situation, à souligner la nécessité d'un effor désespéré des masses prolétariennes, de leur enrôlement immédiat dans les rangs de l'armée rouge. Pas un moment, il ne songea, selon les méthodes chères en pareil cas aux gouvernements bourgeois, à donner aux siens du «cœur au ventre», *même au moyen d'un léger maquillage de la vérité*, de l'annonce de quelque victoire imaginaire. Au contraire, jamais—on peut le vérifier aujourd'hui à tête reposée—ses informations ne furent plus exactes. A la calomnie odieuse que ses avantages sur certains points du front tchéco-slovaque étaient dus à la présence de troupes allemandes qu'il avait appelées, il opposa dès la première minute le démenti le plus catégorique et le plus formel, signalant qu'il n'y avait aux côtés—ou plus exactement dans les rangs de l'armée rouge—que les unités internationalistes composées par des prisonniers allemands, autrichiens et magyars *socialistes* et *volontairement engagés* pour la défense de la révolution russe, et en celle-ci, de la révolution mondiale. Et les évènements devaient démontrer depuis que ces allemands et ces austro-hongrois internationalistes ne se battaient pas précisément «sur les ordres» et pour «la cause» des impérialistes austro - allemands! D'ailleurs le gouvernement bolchévik, qui se sentait sur ce point d'une force à toute épreuve puisqu'ici aussi il s'appuyait sur la vérité, demandait même qu'une commission de journalistes et de militaires alliés, désignés par les représentants diplomatiques et les missions militaires encore à Moscou, allât visiter en détail tout le front tchéco-slovaque et interroger sur place les combattants des unités internationalistes en question, proposition qui, bien entendu, ne fut pas prise en considération.

Cependant les événements se précipitaient et, à la fin du mois d'août, une réunion au consulat

général d'Amérique, passé alors sous pavillon suédois, devait venir m'éclairer —je puis bien le dire, avec la plus extrême brutalité—sur toute une série de faits et d'agissements dont je ne m'étais pas encore même douté!

L'intervention que j'avais soutenue (même quand dans mon aveuglément, je la concevais réalisée contre les bolchéviks) était demeurée constamment dans mon esprit en première ligne dirigée contre l'impérialisme allemand et destinée à aider largement le peuple russe dans le domaine économique, plus exactement dans le domaine du ravitaillement. J'ai d'ailleurs eu plus haut l'occasion de rappeler que cette aide économique avait été, à diverses reprises, promise de la façon la plus catégorique par nos représentants officiels et qu'en la considérant comme une certitude, comme la base même sur laquelle devait être fondée notre intervention militaire, je n'étais nullement victime d'une «hallucination», d'un «mirage», mais je ne faisais au contraire que me tenir strictement aux assurances formelles qui m'avaient été données. Et lorsque, comme je viens de l'exposer, à la *vue* des *événements*, touché enfin par les premières lueurs de la vérité, je constatais, sans faux amour-propre, mon erreur et m'employais de toutes mes forces à la réparer dans la faible mesure de mes moyens, c'était bien *cette même intervention* (anti allemande, *contre les bolchéviks*, mais *ayant comme fondement* l'aide *économique au peuple russe*, si *éprouvé*) que je combattais, ayant compris et affirmant dès lors qu'il fallait — sous peine des plus grands malheurs et des plus lourdes injustices — l'arrêter et la reprendre sur la base nouvelle d'une entente avec le pouvoir bolchévik, seule force vive capable de représenter vraiment alors la Russie et de parler en son nom. Mais jamais le soupçon n'avait pu même effleurer mon esprit que nos représentants

en Russie avaient songé à une *autre intervention*, je veux dire à une intervention destinée à renverser les bolchéviks, sans reculer pour arriver à ce but devant des mesures qui devaient entraîner les plus graves souffrances pour le peuple russe, et qui par surcroît, du point de vue de la guerre, ne pouvaient atteindre, même indirectement, l'impérialisme allemand. Si j'avais eu connaissance d'une intervention ainsi conçue — au moins par certains représentants des gouvernements de l'Entente en Russie—non seulement je ne l'aurais jamais soutenue, *mais*, *même* lorsque j'étais à tort partisan d'une action contre les bolchéviks par suite de l'erreur complète dans laquelle je vivais au sujet de ces derniers, — je l'aurais combattue avec la dernière énergie, d'abord du point de vue humanitaire qu'on n'a jamais le droit d'oublier, même en temps de guerre, ensuite, je le répète, du point de vue français. C'est là un point que je tiens à préciser de la façon la plus nette. Ce que j'appris accidentellement à la réunion en question au consulat américain me révolta et me déconcerta profondément en jetant un jour tout à fait nouveau pour moi sur les plans réels de nos représentants et sur les procédés «diplomatico-militaires» par lesquels ils se proposaient d'appuyer l'intervention commencée et de la faire «rapidement aboutir avec succès», non plus contre l'impérialisme allemand (dont il n'était d'ailleurs plus question dans les conversations), non plus même—j'ai pleinement le droit de le dire—contre les bolchéviks — ainsi qu'ils s'en vantaient, mais en fait, qu'ils s'en soient clairement rendus compte ou non, *contre le malheureux peuple russe* lui-même, qu'il n'avait pourtant jamais été question que d'«aider fraternellement et dans toute la mesure du possible»! Sans doute, cette réunion ne fut pas, comme je l'ai souligné, une «conférence officielle» ni même

officieuse ; elle eut exactement le caractère d'une conversation d'affaires privée; cela n'atténue et ne saurait jamais atténuer en rien la portée décisive du fait qu'en présence des représentants officiels des Etats-Unis et de la France, les consuls généraux Poole et Grenard, sans être interrompu, c'est-à-dire désapprouvé un seul instant par ces derniers, un officier anglais (que la commission extraordinaire pour la lutte contre la contre-révolution a identifié ultérieurement d'une manière certaine avec le lieutenant Railay) a pu, dans une sorte d'aparté prolongé à haute voix avec un agent français, exposer en détail un projet, d'après lequel il se proposait de faire sauter le pont du chemin de fer qui, lorsqu'on vient de Pétrograd, traverse, un peu avant la station de Zvanka, la rivière Volkhoff. Ce qui est particulièrement significatif c'est que le lieutenant Railay ne se dissimulait personnellement pas l'extrême gravité des conséquences que pouvait avoir la réalisation de ce projet, puisqu'il constata le plus froidement du monde que la rupture de ce pont coupait Pétrograd de toute communication, non seulement vers le Nord, mais encore vers l'Est (ligne de Vologda, Viatka, etc...) d'où lui arrivaient exclusivement les trains de farine, de céréales et, d'une façon générale, presque tout le ravitaillement alimentaire *déjà si précaire*, si *insuffisant pour sa population!* Et Railay conclut lui-même que la rupture du pont pouvait avoir pour résultat immédiat l'*affammement total* de Pétrograd, c'est-à-dire non pas d'une minorité fortunée de la riche bourgeoisie qui avait et aurait toujours le moyen d'émigrer vers le Sud, mais principalement, exclusivement, de la population des travailleurs, des petits employés, ainsi que des vieillards, des femmes et des enfants,—et pourtant cette effroyable perspective ne l'empêchait pas de continuer l'étude de ce plan infernal, pas plus qu'elle ne

troublait du reste une seconde la quiétude des consuls généraux des Etats-Unis et de France, qui, vraisemblablement, n'entendaieut pas parler de cette affaire pour la première fois. L'agent français auquel le lieutenant Railay s'adressait, comme je l'ai indiqué, plus particulièrement, était M. de Vertamond. Il m'avait été présenté précédemment au consulat de France par M. Grenard, comme un officier de la marine française s'occupant de «besognes de destruction» *en Ukraine* (où les «destructions» incontestablement les plus fécondes étaient alors accomplies précisément par les paysans et les ouvriers révolutionnaires soutenus, ainsi que je l'ai signalé, par le gouvernement bolchévik russe); ces mots «*en Ukraine*» précisaient du reste — je le note en passant — de la façon la plus formelle le but exclusivement *anti-allemand* de la mission de M. de Vartamond. Celui-ci ne resta pas, au point de vue du cynisme, en arrière du lieutenant Railay. Il déclara qu'il avait déjà tenté, mais sans succès, de faire sauter le pont de Tchérépovetz (ce qui aurait eu pour le ravitaillement de Pétrograd des conséquences également des plus tragiques, Tchérépovetz se trouvant sur la ligne Zvanka—Vologda—Viatka). Ensuite il s'étendit longuement sur les mesures qu'il avait prises pour opérer des destructions de matériel roulant et obstruer les principales voies ferrées. Il exposa notamment qu'il avait réussi à obtenir de précieux concours parmi les cheminots, mais que ces concours avaient un inconvénient... celui de l'empêcher d'utiliser certains appareils perfectionnés qui faisaient dérailler le premier train venant à passer. Les cheminots acquis mettaient en effet comme condition formelle à leur concours qu'on ne déraillerait que des trains de matériel de guerre! Après cette conversation stupéfiante qui, je le répète, n'avait pas un seul moment provoqué, ni de la part de M. Poole, ni

de la part de M. Grenard, la plus légère objection, le lieutenant Railay conclut, en s'adressant à M. de Vertamond, qu'il fallait «se partager la besogne» et agir en se tenant en contact constant, mais avec prudence et autant que possible «par l'intermédiaire de femmes», celles-ci «éveillant beaucoup moins aisément les soupçons». D'ailleurs il ajouta que, personnellement, il ne craignait absolument rien, attendu qu'il avait du service sous un nom d'emprunt dans une «institution soviétiste»!

Notre consul général qui, jusque-là, avait gardé un silence impénétrable, prit alors la parole et, s'adressant plus spécialement à M. de Vertamond, dit à peu près textuellement: «Maintenant il y a encore une question sur laquelle je voudrais appeler l'attention, c'est le très gros intérêt qu'il y aurait à pouvoir compromettre le bolchévisme aux yeux du socialisme en occident. Il doit certainement y avoir quelque accord entre les bolchéviks et les Allemands. Ces derniers ont dû promettre aux bolchéviks de s'abstenir de toute action offensive du côté russe et leur donner ainsi la possibilité de jeter toutes les forces de l'armée rouge dont ils pouvaient disposer contre les Tchéco-slovaques. Un télégramme de service du commissariat de la guerre, ou tout autre document dans cet ordre d'idées serait on ne peut plus précieux, pour les motifs politiques que je viens d'indiquer, et il me semble qu'il ne doit pas être impossible d'arriver à mettre la main sur quelque pièce de ce genre que nous pourrions avantageusement utiliser».

Espionnage de bas étage, complots et attentats préparés sournoisement dans l'ombre, invitation au zèle d'agents soucieux de faire carrière à «trouver» des documents imaginaires, voilà donc où en étaient arrivés ceux qui avaient l'honneur de représenter la France devant le peuple russe!

Voilà les machinations auxquelles ils s'adonnaient en toute sécurité sous la protection des pavillons neutres, tandis qu'ils accusaient à la face du monde le gouvernement bolchévik (qui mettait certaines conditions de réciprocité à leur départ de Russie) de faire preuve «à leur égard de la plus insigne mauvaise foi».

De fait—je le note en passant—nous ne nous trouvions pas seulement en état de guerre sans déclaration franche ni loyale avec les bolchéviks; mais encore nos représentants se livraient, sur le territoire soumis à leur autorité, à une série d'agissements subversifs que ne pouvait couvrir aucune immunité diplomatique, à plus forte raison consulaire, et auxquels n'importe quel gouvernement n'aurait pu demeurer indifférent. Le gouvernement bolchévik aurait eu, sans aucun doute, le droit de prendre vis-à-vis de tous nos nationaux en bloc des mesures de rigueur, notamment de décréter leur internement dans des camps de concentration. Il ne le fit pas, se bornant à des «mesures de précaution» destinées à assurer la sécurité de ses représentants ainsi que des citoyens russes d'opinion bolchévique dans les pays de l'Entente et finissant, comme on sait, par accorder à tous nos agents, même ceux qui étaient compromis d'une façon avérée dans des tentatives d'insurrection contre le pouvoir des soviets, l'autorisation de quitter librement la Russie.

J'ai déjà dit combien avaient été profondes ma stupéfaction et mon indignation en entendant les propos d'un cynisme révoltant dont j'ai rapporté plus haut, à titre d'indication, certains fragments plus particulièrement édifiants. Je ne pouvais pas admettre que de pareils errements fussent en harmonie avec les desseins des gouvernements de l'Entente, notamment du gouvernement de la France, dont je me rappelais trop bien les déclarations si nettes, maintes fois répé-

tées au cours de cette horrible guerre, sur le droit des gens, si souvent foulé aux pieds par un ennemi sans principes.

D'autre part, l'activité de nos agents en Russie m'apparaissait d'autant plus *criminelle* que tous les matériaux que je venais de recueillir, tout ce que j'avais pu apprendre au cours de mon enquête résolument poursuivie (car je tenais, comme je l'ai dit, à avoir une fois pour toutes, le cœur net de tous les bruits calomnieux répandus à foison et qui avaient si longtemps obscurci et faussé mon jugement) sur les bolchéviks et leur politique était *on ne peut plus concordant et absolument décisif.* Non seulement, les bolchéviks n'avaient pas sollicité—comme l'avaient fait nos «amis» du Commerce et de l'Industrie—l'aide de l'impérialisme allemand devant la menace tchéco-slovaque, aggravée par le debarquement allié sur la côte Mourmane et à Arkhangelsk; non seulement, ils n'avaient pas accepté de secours «déguisé» de Berlin, comme on s'efforçait de le faire croire, en désespoir de cause. Mais ils avaient eu le courage, l'énergie de prendre, en face du danger, pourtant si redoutable qui les menaçait, des mesures suprêmes pour maintenir coûte que coûte leur indépendance et défendre leur territoire contre tout empiétement, de quelque côté qu'il vînt. De même qu'ils avaient repoussé si catégoriquement l'exigence allemande, après l'assassinat du comte Mirbach, d'accepter à Moscou un bataillon allemand pour la garde de l'ambassade, de même, je venais notamment d'en avoir la preuve certaine, ils avaient pris toutes leurs dispositions pour s'opposer par la force et de la façon la plus efficace—puisqu'ils ne reculaient même pas devant l'éventualité de destruction des voies ferrées, ainsi que des ouvrages militaires, des dépôts et des usines importantes de Pétrograd et de sa banlieue — *même au*

passage par l'ancienne capitale russe des troupes allemandes, dans le cas où le haut commandement allemand viendrait à juger utile l'envoi de forces militaires dans le nord contre les alliés; pareillement, ils avaient miné de nouveau, et très sérieusement, toute la partie du golfe de Finlande rentrant dans la zone de défense de Cronstadt, ce qui avait du reste provoqué des protestations réitérées et violentes de la part des représentants diplomatiques de l'Allemagne à Moscou. Par ailleurs j'avais eu la possibilité de prendre connaissance des notes du capitaine J. Sadoul. Rédigées au jour le jour, avec une précision, une franchise, une probité morale qui ne peuvent pas ne point frapper fortement tout lecteur impartial, elles furent pour moi, en quelque sorte, la confirmation éclatante de ce que mes recherches m'avaient permis d'apprendre, la cristallisation définitive, si je puis m'exprimer ainsi, de mes efforts instinctifs pour m'élever jusqu'à la vérité, après avoir enfin brisé le cercle étroit des viles calomnies où je m'étais laissé aveuglément croupir. L'ensemble de ces notes constitue et constituera certainement pour les historiens de l'avenir le plus lumineux exposé du développement, enregistré en quelque sorte d'heure en heure, des évènements de Russie depuis la révolution prolétarienne d'Octobre. Il s'en dégage avec un relief saisissant la remarquable logique et l'étonnante rectitude de la ligne de conduite suivie par le Gouvernement ouvrier et paysan de Russie, qui, malgré les formidables difficultés avec lesquelles il se trouva constamment aux prises, ne cessa de tenir d'une main toujours également ferme, le gouvernail invariablement barré vers la révolution prolétarienne mondiale, seul moyen de salut pour l'humanité ensanglantée et seule possibilité de solution de la guerre. Il s'en dégage aussi non moins nettement l'étroitesse bornée, l'entêtement

stupide, le parti-pris intéressé *de classe* et la partialité révoltante de nos représentants diplomatiques, qui cessèrent délibérément de représenter les intérêts de la France pour ne plus se conduire qu'en agents de groupements financiers, en champions d'égoistes intérêts de classes. Enfin j'avais eu l'occasion d'apprendre, tout à fait fortuitement, de source privée, les souffrances morales endurées par le représentant du gouvernement soviétiste à Berlin, Ioffé, qui avait été un adversaire personnel de la signature de la paix de Brest et qui, cependant, avait accepté la tâche pénible de représenter la Russie soviétiste auprès de l'impérialisme allemand, estimant qu'il n'avait pas le droit de se dérober à la désignation du parti. Il m'avait été rapporté (et avec des détails vraiment émouvants) la fermeté, la dignité que Ioffé n'avait pas cessé un seul jour (et souvent avec succès, tant il avait su montrer de courage civique) d'opposer aux prétentions insolentes des bureaucrates et des généraux de Guillaume, se souvenant malgré l'effroyable diminution de territoire momentanement imposée à la Russie, qu'il parlait au nom d'un grand peuple injustement méconnu et qu'il avait la défense, non seulement des intérêts de son parti, mais aussi de tous ceux que représentait en face de l'Allemagne impérialiste ce parti au pouvoir, c'est-à-dire de tout le peuple russe, sans excepter même ceux de ses éléments inconscients qui, au lieu de le soutenir moralement, lui, leur ambassadeur, dans sa tâche si rude, continuaient à le rabaisser, à le discréditer, à le diminuer, en rabaissant, en discréditant, en diminuant par leurs actes et leurs paroles le prestige du gouvernement des ouvriers, des soldats et des paysans de Russie, qui, à travers les pires tempêtes, maintenait haut et ferme le drapeau rouge, emblème et symbole d'un avenir de justice, de vérité et de paix dans un travail fécond et producteur.

Dans de pareilles conditions, je ne crus pas pouvoir m'associer par mon silence à la besogne occulte, inhumaine, antifrançaise et absolument injustifiable de nos agents en Russie et, après de longues hésitations et mûre reflexion, je me décidai à porter cette triste besogne à la connaissance immédiate du Président de la République en en signalant toute la criminelle folie et en attirant l'attention sur le fait que le pouvoir des ouvriers, des soldats et des paysans de Russie, venait, en face du danger, de faire ses preuves d'une façon décisive, de donner, si je puis m'exprimer ainsi, tou e sa mesure de *gouvernement révolutionnaire* dans le sens étatique le plus vigoureux, le plus accentué de ce mot, et ne pouvait plus être traité autrement qu'en gouvernement. Ce document, que je n'avais pas, pour des raisons que l'on comprendra aisément, destiné à la publicité, fut saisi, au cours d'une perquisition opérée à mon domicile, avant que j'aie eu le temps de le mettre en lieu sûr et livré à la presse, d'une façon absolument indépendante de ma volonté. Cette circonstance—est-il besoin de le dire—ne saurait en modifier aucunement la valeur, le sens ni la portée. Ce que je ne voulais alors faire savoir qu'à M. Poincaré personnellement, fermement convaincu qu'il en ferait usage pour le bien et l'honneur de la France, je n'ai plus maintenant aucune raison de ne pas le déclarer publiquement. Je ne m'en dédis donc pas d'un seul mot.

Aux démentis, aux «interprétations» qui ont été—comme j'en ai eu l'écho—formulés en réponse à mes affirmations, j'oppose de nouveau ces dernières de la façon la plus formelle, la plus catégorique.

Au cours des mois qui suivirent, j'eus la possibilité de me convaincre chaque jour davantage de la vitalité du gouvernement soviétiste et aussi de la prodigieuse énergie de son œuvre de

construction, qui m'avait tout d'abord échappé et qui se précisait plus particulièrement dans certains domaines, comme l'Instruction Publique ou encore la constitution de l'armée nouvelle—l'Armée Rouge—d'une façon éminemment brillante.

Je n'aborderai pas ici cette question qui, à elle seule, ferait l'objet de toute une étude, plus exactement de toute une série d'études et qui par conséquent ne saurait rentrer dans le cadre étroit de ces notes. Je me bornerai, à titre d'indication, à signaler l'immense service rendu à la cause de la civilisation par le citoyen Lounatcharski et ses collaborateurs. Quand on considère aujourd'hui, jetant un rapide coup d'œil en arrière, tout ce qui a été fait, en pleine crise révolutionnaire, non seulement pour sauver et protéger les trésors artistiques légués par le passé et pour utiliser sans exception et selon leurs capacités *tous les talents*, en ouvrant largement la porte aux «nouveaux», aux «jeunes», en faisant confiance aux «inconnus» et aux timides, mais encore pour *créer*, pour *élever* les masses populaires *au niveau* de l'art et pour pénétrer celui-ci de la puissante, de la robuste et saine inspiration du peuple, pour le rajeunir, le renouveler au contact de ce dernier, on demeure vraiment étonné.

Il est prodigieux en effet qu'au cours de la tempête révolutionnaire la plus profonde qui ait jamais secoué l'humanité, alors que, menacé de tous côtés, il était obligé de faire front sur toutes ses frontières, en luttant sans discontinuer contre des émeutes intérieures soudoyées par l'or étranger, le gouvernement des ouvriers et des paysans de Russie ait pu trouver en lui assez de vitalité intellectuelle, d'idéalisme positif pour donner le signal d'une des périodes de plus grande activité artistique qu'ait connue la Russie.

Le chemin qui a été parcouru en l'espace de quelques mois seulement et malgré des conditions on ne peut plus défavorables et pénibles, dans le domaine *de l'éducation populaire* est de ceux qui se mesurent à l'aune des plus fécondes époques de l'histoire.

Les universités ouvertes à toutes les capacités désireuses d'affronter la science et non plus réservées aux seuls détenteurs de diplômes, parchemins sans valeur décernés trop souvent par la routine bureaucratique à la médiocrité, des cours et conférences populaires en nombre pour ainsi dire illimité, les théâtres, les concerts, les cinématographes mis à la disposition des masses et réquisitionnés, dans le sens le plus large du mot, pour l'enseignement de l'esthétique en même temps que de la vérité, de la justice sociales; Beethoven, Mozart, Glück, Wagner et Scriabine compris des ouvriers et des paysans (un pianiste de grand talent me disait encore dernièrement combien il avait été frappé de constater à quel point la musique aux nuances si difficiles de Scriabine était ressentie profondément par le public ouvrier devant lequel il avait maintenant l'occasion de l'interpréter; il m'affirmait la jouer à présent avec beaucoup plus d'entraînement, de conviction artistique que jadis, car il se «sentait beaucoup plus en contact avec son nouvel auditoire qu'avec les snobs d'avant la révolution qui venaient l'écouter par mode»); les collections artistiques les plus originales recueillies dans les branches les plus variées de l'activité du génie humain et donnant matière à d'innombrables expositions, des concours institués pour la décoration, la peinture, la musique, la poésie, le théâtre; le plus riche champ d'action ouvert à la sculpture pour l'érection de monuments—dont quelques-uns sont d'une puissante conception—aux plus grandes figures de l'histoire (et la pensée vivante de

la France humaine et créatrice est abondamment personnifiée avec Danton, Robespierre, Blanqui, Victor Hugo, etc...), l'institution d'écoles artistiques de peinture, de sculpture, de dessin, de chant, de poésie *populaires*, l'établissement dans plusieurs des anciens palais et dans les plus somptueux hôtels privés de colonies d'enfants pauvres d'ouvriers et de paysans, arrachés ainsi soudainement à la vie rude, sans joie, sans chaleur et sans beauté à laquelle le destin les avait condamnés, — tel est, en quelques mots, le bilan de cette œuvre digne, quelque opinion politique personnelle qu'on puisse professer, de respect et de sincère admiration.

Et tout cela, je le répète, tandis que le gouvernement prolétarien de Russie était menacé de tous côtés et que, sous le feu de l'ennemi, sans autre aide que celle puisée dans la force irrésistible des principes, des convictions qui avaient fait la révolution d'Octobre, Trotzky était obligé de commencer, au lendemain de la perte de Kazan et pour défendre Moscou directement visé, la formation de l'armée rouge avec laquelle, en quelques mois, il devait arriver à des résultats non moins surprenants,—la libération de presque tout le territoire de l'ancienne Russie d'Europe et l'affermissement décisif du Gouvernement prolétarien et des conquêtes réalisées par la révolution d'Octobre!

Il était désormais hors de doute pour tout observateur, non seulement impartial, mais même, je ne crains pas de le dire, un tant soit peu intelligent, que le gouvernement ouvrier et paysan de Russie était la seule force vive capable de conduire ce pays vers ses nouvelles destinées et qu'en dehors de ce gouvernement, c'était *le néant*. Il paraissait donc certain que l'intervention alliée, dans les conditions absolument erronées où elle se trouvait avoir été ébauchée, devait être

arrêtée, vu qu'elle n'atteignait pas du tout et ne pouvait manifestement atteindre son seul but: l'aide au peuple russe contre l'impérialisme allemand—et que, d'autre part, toute idée même d'action contre le gouvernement prolétarien de Russie apparaissait désormais avec la plus entière évidence, au point de vue politique français et allié, comme un lourd contre-sens et au point de vue plus élevé des idées, comme un crime injustifiable, d'abord contre le droit des peuples à disposer librement d'eux-mêmes, ensuite contre le droit non moins sacré des masses des travailleurs et des exploités à s'affranchir de leurs exploiteurs et à jouir librement du produit de leur travail. Cependant l'intervention alliée ne fut pas arrêtée et, perdant chaque jour d'une façon de plus en plus tangible, de plus en plus éclatante meme aux yeux des plus aveugles sa seule raison d'être, la lutte contre l'impérialisme allemand, elle ne s'en poursuivit pas moins, malgré une série d'insuccès et de revers, d'une façon implacable, sans aucun profit pour les peuples alliés ni pour la cause pour laquelle ils se battaient, mais, en revanche, pour le plus grand tort du peuple russe, pour lequel elle ne fut en effet synonyme que de prolongation et de recrudescence de guerre civile; d'aggravation de la terreur, blanche et rouge, d'accroissement de l'usure et de l'épuisement de la guerre, d'obstacle maudit à l'œuvre—déjà si difficile en elle-même—de réorganisation de la vie matérielle du pays, de renouvellement de l'outillage, d'amélioration du transport, de lutte contre la crise du ravitaillement. Si bien qu'il finit hélas! par devenir absolument certain que l'intervention des gouvernements alliés en Russie n'avait pas été dictée à ceux-ci par le souci des intérêts de leurs peuples et dans le but d'atteindre l'impérialisme allemand, mais bien par le désir de donner satisfaction aux intérêts des

groupes financiers qui les tenaient à leur merci et dans le seul but d'écraser le bolchévisme, c'est-à-dire *la menace d'un socialisme* non plus surtout de théorie, mais avant tout d'action, dans le seul but de déchirer, pendant qu'il était encore temps et avant que les autres peuples eussent réussi à comprendre la véritable portée des évènements, le drapeau de la révolution prolétarienne, que les ouvriers et les paysans de Russie avaient, levé hardiment et résolument avec toute la hardiesse et toute la résolution du désespoir, dans leur lutte pour la vie, contre la mort!

«Ne vous y trompez pas; c'est bien à nous, à nous seuls qu'on en veut. Trop de milliards sont engagés; on ne reculera devant aucun crime», me disait alors le camarade Reinstein, quand je lui criais ma conviction que ce n'était pas possible, que nous étions en présence d'un malentendu qui, pour être tragique n'en restait pas moins un *malentendu* et qu'aussitôt qu'on saurait, à Paris, à Londres et à Washington ce qu'était en réalité le gouvernement ouvrier et paysan de Russie, les choses ne pourraient pas ne pas s'arranger instantanément.

Après la révolution allemande, il ne devait plus m'être possible de conserver davantage mes dernières illusions,—quand même et malgré tout,— et force devait m'être de me rendre enfin à la raison.

Cette révolution produisit sur mon esprit une impression foudroyante et vint brusquement m'ouvrir des horizons jusqu'alors inaperçus. Par un symbolique caprice du hasard, l'effondrement de l'impérialisme allemand coïncidait d'ailleurs justement avec le premier anniversaire de la révolution prolétarienne d'Octobre, comme si la destinée se fut plue à rendre ainsi hommage aux ouvriers et aux paysans de Russie dont, pendant toute

une année, les chefs avaient été odieusement abreuvés des plus indignes et stupides calomnies!

Jusqu'à la dernière minute, je m'étais obstinément refusé à croire que la révolution en Allemagne fût chose possible et voilà que tout à coup, tout ce que j'avais haï plus que tout au monde, cet impérialisme et ce militarisme prussiens, dont l'insupportable fardeau avait empêché si longtemps l'Europe de respirer librement, s'effondraient enfin dans la boue et dans le sang. Ainsi était réalisé soudain l'espoir qui, depuis quatre ans et demi, n'avait cessé de me soutenir dans les minutes de défaillance et d'angoisse et il était réalisé grâce à l'effort combiné de la stoïque résistance du peuple français et de l'audacieuse offensive d'idées et de propagande révolutionnaires du prolétariat de Russie! Loin de trahir la cause de la justice et de la vérité, le peuple russe lui avait voué au contraire toutes ses ressources et toutes ses énergies; isolé, sans aide de personne, méconnu et combattu par tous, il avait supporté sans faiblir le terrible fardeau de Brest et, sous la famine, les privations et les épidémies, réduit un moment, grâce aux efforts parallèles de l'impérialisme allemand et des déplorables tentatives des alliés, au territoire de l'ancien grand-duché de Moscou, il se redressait maintenant, fort de l'invincibilité des principes qu'il avait proclamés, en face d'un ennemi qui n'avait même pas eu le temps de jouir de sa victoire, aussi insolente qu'éphémère. Mais toutes ces souffrances, toutes ces rudes épreuves,—c'était maintenant le passé. Désormais, nous étions enfin sortis de l'horrible cauchemar de crime et de sang où l'impérialisme allemand nous avait tenus plongés; nous allions assister à la reconstitution de l'Europe sur la base des grands principes d'humanité et de solidarité humaine pour la réalisation desquels tant de sang avait coulé. L'heure

tant attendue, l'heure que par moments on avait même désespéré d'entendre jamais sonner, était enfin arrivée !

Les jours, les semaines, les mois ont passé. Une diplomatie impuissante et cupide a réuni et multiplié des commissions et sous-commissions solennelles autour de tapis verts et cherché vainement à masquer sous le manteau opaque des délibérations secrètes, le vide total de ses idées, l'absence complète de ses principes et la farouche opposition des intérêts d'argent des groupes financiers qu'elle avait pour mission d'essayer de concilier. Des nobles idées, des principes élevés au nom desquels elle nous avait parlé et pour lesquels seulement nous l'avions écoutée, il n'est plus demeuré bientôt que de timides échos, de plus en plus espacés, que de pauvres débris, que les peuples affamés ont reçus une dernière fois en pâture comme des os à ronger, pour calmer leur légitime impatience. Par ailleurs, la réalité se faisait jour avec une vigueur, un relief de plus en plus accentué et, bientôt, elle venait, dans sa cynique nudité, crever les yeux qu'avait jusqu'alors fermés la foi la plus aveugle.

Au nom du «droit des peuples à disposer librement d'eux-mêmes», les Gouvernements alliés renouvelaient leur effort contre le Gouvernement des ouvriers et des paysans de Russie. Sans avoir le courage de lui déclarer la guerre, ils l'accusaient, à la face du monde, dans leurs déclarations officielles, d'entretenir en Russie le désordre, d'engendrer la ruine économique, d'être impuissant à relever la productivité des usines, à rétablir une «vie normale», toutes conditions «indispensables au rétablissement de la paix européenne». Hypocrisie vraiment sans borne puisque, parallèlement, ils continuaient. avec une fureur

qui n'avait fait que redoubler à la suite des propositions officielles de paix, si catégoriques et si nettes du Gouvernement bolchévik, à saboter implacablement et par tous les moyens ce dernier, lui enlevant par un blocus draconien toute possibilité de renouveler son outillage industriel, d'améliorer son transport, de se pourvoir d'instruments aratoires, continuant, sur son territoire, à payer et à soudoyer des agents secrets pour une lamentable besogne de provocation et d'anarchique destruction, ne cessant enfin de lever, de financer et d'appuyer contre toutes ses frontières des offensives nouvelles de Tchèques, de Finlandais, de Polonais, *allant même jusqu'à tenter de rajuster çà et là les débris de l'impérialisme allemand pour les lancer, eux aussi, à l'assaut de la Révolution prolétarienne russe!* Tandis que les représentants officiels de la France osent accuser et font accuser publiquement par la presse à leurs gages le Gouvernement ouvrier et paysan de Russie de ne se soutenir «qu'avec le concours de l'officier allemand», ils ont le triste courage d'exiger du maréchal Hindenbourg, *devenu leur allié*, l'incorporation de *ces officiers allemands* dans la division de fer et autres unités «volontaires» allemandes qui, sur leurs ordres directs, sont envoyées à l'attaque et employées à l'occupation contre le droit des gens et au pillage des provinces occidentales de Russie! Cette calomnie de l'alliance, de l'identification, que l'on s'efforce de persuader à tout prix, en désespoir de cause, à l'opinion publique d'Occident, du «bolchévisme» avec l'«impérialisme allemand» atteint vraiment des proportions monstrueuses.

Quand on est témoin des évènements de Russie, quand on les vit au jour le jour, la lecture des journaux étrangers, des journaux français notamment, devient particulièrement intolérable. Il est impossible de rêver un tissu de mensonges

plus éhontés, de contre-vérités plus flagrantes, de dénaturation plus systématique et plus hypocrite des faits. Sans doute la vérité se saura un jour et, plus elle aura été salie, c'est inévitable, plus sa revanche sera éclatante. Mais la lecture des infamies publiées par la presse française sur la Russie actuelle n'en demeure pas moins profondément instructive. Elle est une illustration vivante de la redoutable puissance qu'ont entre les mains les Gouvernements capitalistes et les grands syndicats financiers pour «faire l'opinion» selon le besoin de leurs combinaisons. Jamais l'action de la presse n'aura été plus cyniquement criminelle, mais jamais, non plus, sa responsabilité devant les masses populaires n'aura été plus lourdement engagée. Et, sans aucun doute, si nous voulons nous affranchir du passé, qui nous a valu et nous vaut tant de souffrances, la presse du mensonge à la solde du capital est un des instruments d'oppression qui doivent être brisés en premier lieu. Il faut en finir une fois pour toutes avec cet empoisonnement abominable des idées, des consciences et des âmes. La presse, avec le formidable outillage moderne de ses typographies perfectionnées, doit être réquisitionnée par le peuple pour l'éducation du peuple et non plus pour son asservissement.

En Allemagne, fidèles à la tactique qu'ils suivaient en Russie, les Gouvernements de l'Entente n'avaient rien de plus pressé que de se réconcilier cyniquement avec les anciens serviteurs de Guillaume et de déclarer hors la loi Liebknecht, celui-là même que pendant quatre ans et demi, au nom des principes dont ils nous avaient soutenus, ils n'avaient cessé de faire appeler par leurs services de propagande *«le seul Allemand honnête !»*

En France, des maîtres de forges et des industriels discutaient âprement, dans des «conseils

privés», la question des avantages et des inconvénients que pouvait présenter pour leurs poches la réunion de l'Alsace-Lorraine à la France, avec ou sans autonomie, c'est-à-dire *avec ou sans ligne douanière* et, selon le degré de leurs craintes d'une concurrence redoutable, se déclaraient «patriotiquement» pour la réparation immédiate du droit indignement violé en 1871 ou «démocratiquement» pour la consultation de la population alsacienne-lorraine.

En Turquie, c'était tout un peuple, malheureux et loyal, qu'on prétendait purement et simplement étouffer, rayer une fois pour toutes de la carte du monde!

En Bulgarie, on employait les baïonnettes pour maintenir sur un trône effondré le tsar Boris, dans la crainte de voir le peuple bulgare, épuisé et réduit à la plus extrême misère, prendre lui-même en mains le règlement de ses propres destinées.

En Italie, c'était, dans les cercles gouvernementaux, une vague d'annexionisme vraiment stupéfiante, qui, sur la côte dalmate, allait se heurter à la marée montante des ambitions conquérantes du gouvernement serbe, dont le peuple infortuné mourait de faim et de maladies et, dans la mer Adriatique, au pavillon français que promenaient nos escadres. Et partout, dans les pays neutres, où, comme dans les pays bélligérants, une poignée de gens s'étaient démesurément et immoralement enrichis et où les masses criaient la faim, la misère, l'épuisement, et aussi leur impérieux besoin d'*ordre et de justice*, c'était la même clameur douloureuse de souffrance, mais déjà aussi résolue d'imprécation et de révolte qui montait, d'instant en instant plus puissante, avertissement suprême, mais sans effet, aux insensés qui continuaient, dans leur course vertigineuse à l'abîme, à étreindre, toujours inassouvis dans leur

besoin de gain, des millions et des millions sans fin.

Et il devenait clair désormais à l'évidence que, même si elle arrivait un jour à un accord artificiel, qui permettrait à ses membres d'apposer simultanément leurs signatures au bas d'un nouveau «chiffon de papier», sans valeur et sans vie, la «conférence de la paix» était et ne pouvait qu'être dans la suite toujours de plus en plus impuissante à mériter son nom et à donner au monde l'apaisement promis, précisément parce qu'elle était condamnée à demeurer sans cesse de plus en plus étrangère aux intérêts et à la volonté des peuples, au nom desquels elle prétendait parler.

Profondément déçu, douloureusement blessé et meurtri au contact de cette hideuse réalité, j'ai compris alors pour la première fois ce qu'était vraiment ce *bolchévisme*, que tous les gouvernements de l'Europe maudissaient et voulaient écraser. Au moment où tout croulait autour de moi, où je ne voyais plus de toute part que la mort et le néant, j'ai aperçu soudain son astre lumineux se lever haut dans le ciel du côté de l'avenir.

Jusque-là je n'avais été, à l'aveuglette, d'instinct, en tâtonnant et sous les coups, si je puis m'exprimer ainsi, sous les chocs des évènements, amené à comprendre le gouvernement des ouvriers et des paysans de Russie *exclusivement que du point de vue russe*, c'est-à-dire à comprendre qu'il n'était pas quelque chose d'artificiel, quelque chose d'inventé par l'impérialisme allemand pour perdre la Russie, mais qu'au contraire il apparaissait bien comme la seule force vive existant présentement en Russie, qu'autour de lui seulement pouvait s'opérer et s'opérait déjà le regroupement territorial et moral du pays, qu'il était le seul

pouvoir capable de sauver la Russie de l'anarchie et de lui permettre de poursuivre librement et normalement, par les voies qui lui étaient propres, son évolution si complexe et si profonde, que le combattre par conséquent, c'était combattre la Russie et essayer de le renverser, c'était essayer de consacrer la ruine définitive du pays. Mais pas un moment je n'avais cru aux projets de régénération de l'humanité qui hantaient les pensées des leaders de la révolution russe. Pas un instant je n'avais envisagé autrement que du point de vue théorique et comme présentant un intérêt purement documentaire les thèses fortement exposées de Lénine sur l'Etat et la Révolution, sur la crise finale du capitalisme d'accaparement des monopoles et des trusts, dont l'impérialisme n'était que la dernière étape, la phase supérieure, sur la révolution prolétarienne destinée à *briser* le mécanisme étatique de l'ancien état capitaliste bourgeois d'oppression des masses réduites à la misère et à assurer par le moyen de la *dictature* temporaire du prolétariat (c'est-à-dire de l'absence temporaire, malheureusement nécessaire, d'égalité, de justice pour *tous*, — sur laquelle insistent aujourd'hui si hypocritement les oppresseurs-dictateurs d'hier) — le passage à une vie nouvelle, peut-être encore loin, très loin de nous, mais vers laquelle doivent tendre résolument et sans défaillance tous nos efforts et toutes nos aspirations.

Jusque là le caractère international, la portée sociale mondiale de la révolution prolétarienne russe m'avait échappé. Elle se révélait tout à coup avec une irrésistible puissance et dans un enchaînement d'une étonnante logique qui ne se démentait pas une minute ; la politique suivie depuis le premier jour de son existence par le gouvernement prolétarien de Russie m'apparaissait rétrospectivement avec une lumineuse clarté.

Je comprenais maintenant que les gouvernements bourgeois, parlementaires aussi bien que non parlementaires, républicains aussi bien que monarchistes, n'avaient jamais représenté au cours de cette guerre les intérêts de leurs peuples mais seulement, exclusivement ceux des groupes financiers dont ils étaient les agents et que le bolchévisme avait eu raison quand, à la lutte contre les seuls appétits de Guillaume, il avait substitué la lutte contre les appétits de tous les capitalismes, de tous les impérialismes sans distinction. Aujourd'hui l'impérialisme allemand était abattu, mais ses procédés restaient en vigueur puisqu'un autre impérialisme (que je n'avais pu discerner jusqu'alors, mon observation étant exclusivement concentrée sur l'impérialisme allemand) celui de l'Entente, affranchi de la concurrence du bloc impérialiste rival, pouvait désormais donner sans réserves libre cours à tous ses appétits.

Et il devenait pour moi clair maintenant à l'évidence que la paix ne pourrait être rétablie et la réalisation des, principes qui jusqu'à ce jour n'avaient été proclamés par les gouvernements bourgeois que pour tromper et endormir les masses, obtenue que lorsque cet impérialisme s'effondrerait à son tour et que dans tous les pays les peuples prendraient en mains le libre gouvernement de leurs destinées.

Or c'est là précisément la *formule soviétiste*, cette grandiose, cette géniale création sortie de la révolution prolétarienne russe. Le système soviétiste de gouvernement, c'est le gouvernement aux mains des peuples, c'est-à-dire des masses ouvrières, paysannes, des soldats, des matelots, de tous ceux qui jusqu'à ce jour ont nourri de leur travail, de leurs privations, de leur sang les capitalistes gouvernants et auxquels ceux-ci n'ont lancé des principes et des idées généreuses que pour les tromper et avec défense de jamais son-

ger à la réalisation pratique de ces principes ni de ces idées! C'est la seule formule qui puisse assurer à l'Europe épuisée, décimée, ensanglantée, la paix, la concorde, la justice, le droit et la construction d'une vie nouvelle, à la place de celle qui sombre actuellement dans le plus horrible cauchemar, dans le drame le plus affreux qu'ait connu l'histoire.

Le moment—il faut bien qu'on se le dise une fois pour toutes — est décisif dans la vie de l'humanité. Il n'est pas hélas! aux rêveries et aux spéculations généreuses de l'esprit. Il appartient tout entier exclusivement aux exigences brutales de l'action. Qu'on le veuille ou non, il ne saurait y avoir place aujourd'hui que pour un Gouvernement de combat, c'est-à-dire que pour un gouvernement s'appuyant malheureusement, *temporairement* sur des *lois d'exception*, que pour une *dictature*. Et cette dictature ne peut être que la dictature du capitalisme et de la bourgeoisie ou celle du prolétariat. La première, qu'elle soit réalisée par Lloyd George, Clémenceau, Scheidemann ou Koltchak, ne peut avoir qu'un but: le raffermissement, la consolidation, le rétablissement *de ce qui était avant la guerre*, c'est-à-dire du régime qui a signé lui-même sa propre condamnation, dont le développement, dont les criardes injustices et le fonctionnement logique ont eu pour aboutissement fatal ou, si l'on veut, pour point culminant l'effroyable tuerie, dont, bien qu'elle ait aujourd'hui pris fin, nous continuons cependant à ne pouvoir nous libérer, encore moins à nous remettre, maintenus dans l'abîme sans fond par une force supérieure à nos volontés, cette force même qui se dégage encore du vieux monde toujours debout.

La seconde nous appelle sans doute à un combat non moins implacable, non moins rude, à des

souffrances, à des privations peut-être encore, temporairement du moins, plus lourdes à supporter, mais elle nous promet l'avenir. Elle nous donne la possibilité, d'abord, sans doute dans l'incendie, dans les douleurs et dans les larmes, de briser à jamais ce qui reste de l'odieux passé, qui essaie toujours de se refermer sur nous et de nous ensevelir vivants au milieu des montagnes de cadavres accumulées durant ces années de cauchemar, et ensuite de procéder nous-mêmes, donnant enfin libre cours à toutes nos énergies, à toutes nos forces créatrices, à toutes nos aspirations idéales, à la construction du nouveau monde qui sera celui que nous aurons la force, le courage, la volonté, de pétrir à notre idée de nos propres mains.

Entre ces deux dictatures il n'y a pas de milieu. Il faut choisir. S'abstenir, c'est apporter le concours de sa neutralité à la restauration des débris du vieux monde, c'est donc se résigner à continuer à vivre, sans jamais espérer voir surgir d'éclaircie au-dessus de nos têtes, dans la nuit noire où nous sommes plongés.

Quoiqu'il puisse arriver, quoique nous puissions avoir à souffrir avant que se construise notre vie nouvelle, c'est la foi en elle qui, seule, peut et doit nous soutenir désormais, car derrière nous et autour de nous ce n'est que ruine, mort, deuil, néant; nous souffrons, nous souffrirons peut-être encore davantage, mais nous sortirons du cercle infernal du vieux monde qui s'écroule avec des fracas sinistres dans le feu et dans le sang. A tous ceux qui ont vraiment un besoin d'idéal, à tous ceux qui croient à une force supérieure, à l'existence de Dieu, qui n'admettent pas que la religion soit profanée par des politiciens sans scrupules et rabaissée à un instrument de gouvernement étatique, à tous ceux enfin qui ont, à

un degré quelconque, le sens du bien et du mal, je ne crains pas de crier ma conviction ardente; elle jaillit d'un cerveau et plus encore d'un cœur blessé, torturé par la réalité hideuse; mais elle jaillit avec une force qui ne s'éteindra qu'avec la vie!

René Marchand.

Pétrograd,
mars—avril 1919.

